

groupe marxiste internationaliste [collectif révolution permanente]

À bas la destruction du droit du travail et la chasse aux migrants !



n° 13 septembre - octobre 2015 1 euro

Ni persécution, ni charité : ouverture des frontières !

Le capitalisme est entré dans une période de destruction de l'environnement (climat…), de liquidation systématique des droits arrachés par les luttes ouvrières (retraite, allocation chômage, droit de grève, limitation au licenciement, etc.), d'expéditions néocoloniales qui déchirent des États entiers (Irak, Ukraine, Syrie…), de militarisme (avec, en plus des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, des acteurs internationaux nouveaux comme la Chine ou qui réapparaissent comme l'Allemagne et le Japon), de restriction des libertés au nom de la « lutte contre le terrorisme », de montée du fanatisme religieux et du fascisme, de fermeture de frontières…

L'augmentation du flux de migration du Proche-Orient de l'Europe aux pays avancés de l'Union européenne est le résultat de la domination brutale des grands groupes capitalistes sur le monde entier et de quelques pays sur le reste du monde. Ces puissances impérialistes ont découpé artificiellement les frontières, mis en place des monarchies islamistes, fourni abondamment des armes, pillé les ressources naturelles, soutenu des régimes policiers (tous les régimes de la région), cléricaux (monarchies du Golfe) ou colonisateur (Israël). Les récentes aventures militaires de l'impérialisme, américain au premier chef mais aussi français et britannique, les interventions armées des puissances capitalistes régionales (Israël, Iran, Arabie saoudite, Turquie) ont plongé l'Asie de l'ouest dans la tourmente.

Ce n'est pas seulement du passé. Cet été, les missiles américains et britanniques ont continué de pleuvoir sur l'Irak et la Syrie ; le gouvernement français « socialiste » qui bombardait déjà l'Irak étend ses frappes à la Syrie ; l'armée impérialiste russe intervient pour sauver le régime du despote Assad ; l'Arabie saoudite envahit le Koweït ; le gouvernement islamiste de Turquie reprend le massacre des Kurdes.

Après le génocide des Arméniens par la bourgeoisie turque, après l'expulsion des Arabes de la plus grande partie de la Palestine par la bourgeoisie israélienne, après l'exode des Juifs sous la pression des régimes du Baas et du nassérisme, après des décennies de propagande salafiste et de financement du djihadisme par les monarchies du Golfe, ce sont maintenant les minorités nationales (Kurdes) et religieuses (chiites, yézidis, chrétiens) d'Irak et de Syrie qui sont victimes des islamo-fascistes de Daech. Ce régime totalitaire massacre tous ceux qui résistent et détruit sciemment le patrimoine archéologique de l'humanité.

Des millions de Syriens et d'autres victimes des guerres, de la pauvreté et du despotisme d'Asie de l'ouest et d'Afrique de l'est ont fui, certains dans leur pays même, la plupart vers les pays voisins (du moins ceux qui les acceptent, car Israël, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Émirats… refoulent les réfugiés). Une minorité tente sa chance vers les pays capitalistes relativement prospères. Les États-Unis ferment leurs frontières. Comme l'Union européenne restreint l'immigration, les migrants sont condamnés à voyager de manière illégale et dangereuse. Des centaines de milliers sont dépouillés et brutalisés par les passeurs ; des milliers meurent noyés, étouffés, électrocutés.

L'Union européenne est dominée par les bourgeoisies allemande et française. Merkel a fini par arracher à Hollande, qui avait d'abord refusé, le principe de l'acceptation d'un nombre limité de réfugiés à répartir entre États membres de l'UE. La bourgeoisie allemande est divisée sur cette question, mais elle bénéficie d'une phase d'accumulation du capital qui contraste avec la situation économique des principaux pays européens (France, Russie, Italie, Espagne…) ; en outre, elle est menacée d'un déclin démographique. Mais même l'Allemagne a rétabli, le 13 septembre, les contrôles à ses frontières avec l'Autriche qui a alors restreint l'accès en provenance de la Hongrie qui elle-même a jeté en prison des migrants venus de Serbie.

RÉVOLUTION COMMUNISTE
bimestriel du **Groupe marxiste internationaliste**
section française du Collectif révolution permanente
Directeur de publication : **Étienne Valyi**
ISSN : **2273-8762**



Abonnement : 10 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour contact ou abonnement : écrire à **ReSo**
AGECA service BP
177 rue de Charonne
75011 PARIS
Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol, français, italien, russe, turc : **revolucionpermanente.com**
Site du GKK / Autriche : **klassenkampf.net**
Site du GMI / France : **groupemarxiste.info**
Site de RP / Pérou : **luchamarxista.blogspot.fr**
Les articles signés n'engagent pas le GMI

La bourgeoisie française est encore plus partagée que l'allemande, ses partis politiques (FN, LR...) désignant les immigrés déjà présents comme boucs émissaires du chômage engendré par le capitalisme, alors que le gouvernement PS-PRG refuse des papiers à des dizaines de milliers de travailleuses et de travailleurs salariés, détruit les campements de Roms, persécute les réfugiés syriens et afghans à Paris, à Calais, à la frontière italienne. Le gouvernement Cameron accuse même les travailleurs immigrés venus d'Europe de l'est ; le parlement britannique a voté la hausse de 10 % de ses propres rémunérations (74 000 livres par an pour chaque député/e, soit plus de 100 000 euros annuels) et la baisse de 20 % de l'allocation versée aux demandeurs d'asile (111 livres par semaine pour un/e adulte et deux enfants, soit 150 euros hebdomadaires). Le 22 septembre, le conseil des ministres de l'intérieur de l'UE a fixé l'objectif d'accueil à 120 000 personnes (soit moins de 0,24 % de la population de l'UE).

L'Europe capitaliste révèle son vrai visage. Des États dressent des murs et des barbelés, certains organisent des trains de déportés, la plupart matraquent les réfugiés, tous enferment les migrants comme s'ils étaient des criminels et des délinquants, sous les applaudissements des partis xénophobes et fascistes qui ne préparent pas un meilleur sort aux syndicalistes et aux travailleurs révolutionnaires. Avant même la vague d'émigration de cet été, l'association européenne Migreurop estimait à 600 000 le nombre de personnes étrangères enfermées dans des camps de rétention sur le territoire de l'UE, privées non seulement de liberté, mais aussi, souvent, de l'accès à des conseils juridiques, à des soins, au droit de vivre avec sa famille...

Il s'agit en fait d'une lutte de classe. Les jets privés et les yachts des capitalistes et des despotes étrangers restent, eux, bienvenus. Tous les migrants étaient des paysans, des ouvriers, des employés, des techniciens, des ingénieurs, des médecins... qui ont pris une décision difficile, souvent pour rejoindre des membres de leur famille, et qui ont déjà surmonté bien des difficultés et des dangers. Ils deviendront pour une minorité des étudiants et des travailleurs indépendants, pour la plupart des travailleurs salariés. Dans une société rationnelle, l'apport d'une main-d'œuvre jeune, souvent qualifiée, serait accueillie avec gratitude, mais le capitalisme est basé sur la recherche du profit. Quand il est insuffisant, une partie des prolétaires est rejetée de la production et ceux qui sont employés sont pressurés davantage. D'ailleurs, les nouveaux arrivants seront d'autant plus exploités par les patrons et les propriétaires de logements que sans droits et sans papiers.

Les gouvernements hypocrites qui ferment les frontières, avec les Églises chrétiennes qui empochent leurs subventions, affectent la compassion et prêchent la charité, remise à la bonne volonté des maires ou des paroisses. Les travailleurs migrants ne sont pas seulement des victimes : comme tous les opprimés et exploités, elles et ils montrent de remarquables capacités de solidarité et de lutte collective.

En France, les migrants qui veulent aller en Grande-Bretagne ont manifesté à Calais et organisé plusieurs tentatives de passage groupé ; ils ont squatté des logements inoccupés et manifesté cet été à Paris. En Italie, ils ont manifesté à Vintimille pour pouvoir entrer en France. À plusieurs reprises, des migrants ont franchi de manière concertée les redoutables barrières de Melilla, l'enclave espagnole du Maroc ; à Valence (État espagnol), le 6 septembre, une révolte a éclaté au centre de rétention de Zapadores. En Grèce, les migrants en butte à la police du gouvernement Syriza-ANEL et aux nervis fascistes ont manifesté régulièrement dans les îles orientales et se sont révoltés dans les centres de rétention comme celui d'Amygdaleza à Athènes. À Roszke (Hongrie), près de la frontière serbe, des centaines de migrants sont parvenus à s'enfuir du centre de rétention le 5 septembre ; à Bicske, la plupart des migrants qui avaient accepté de monter dans des trains qui devaient soit disant les emmener en Allemagne ont réussi à fuir ensemble lorsqu'ils se sont rendus compte que ces convois avaient pour destination des centres de rétention ; à Budapest, des milliers de migrants, bloqués depuis des semaines à la gare de Keleti ont bousculé ensemble la police le 4 septembre pour marcher vers l'Autriche en suivant la voie ferrée. À Gevgelija (Macédoine), le 22 août, des centaines de migrants syriens, bloqués à la frontière depuis des jours ont débordé les flics et sont entrés dans le pays.

La vraie patrie des travailleurs, c'est la classe ouvrière mondiale. Pourtant, les organisations de masse des travailleurs européens sont souvent discrètes, comme les syndicats, le PSOE, le SPÖ, le PCF qui se borne à demander une meilleure politique de l'immigration. Certains sont complices de leur bourgeoisie comme le PS, le SPD, la Syriza... des partis qui participent à des gouvernements bourgeois qui ferment les frontières, envoient les policiers, enferment les migrants.

Tous les syndicats de salariés, tous les partis issus de la classe ouvrière doivent faire preuve de solidarité prolétarienne, renouer avec l'internationalisme. Front unique ouvrier pour organiser les travailleurs migrants, pour l'ouverture des frontières du monde entier à tous les travailleurs et à tous les étudiants ! Mêmes droits pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs, mêmes droits pour tous les étudiants !

25 septembre 2015

Affaiblie à l'international, la bourgeoisie française entend redoubler de coups contre les travailleurs

Le gouvernement s'attribue les mérites d'une reprise incertaine

Le FMI a revu à la baisse, en juillet, sa prévision de croissance mondiale à 3,3 % ; l'OMC a revu à la baisse, en septembre, sa prévision sur la progression des échanges internationaux à 2,8 %. C'est dans un contexte d'incertitude sur le capitalisme mondial [voir *Révolution communiste* n° 11] que l'économie française peine à conserver sa position.

Pourtant, depuis le début de la présidence Hollande, un certain nombre de mesures ont été prises pour renforcer la compétitivité du capital français au détriment des travailleurs. L'ANI donne au patronat la possibilité de baisser les salaires, les baisses d'impôts et de cotisations sociales sont massives (15 milliards d'euros avec le pacte de compétitivité, 41 milliards avec le pacte de responsabilité, 7 milliards avec le crédit impôt recherche), les tribunaux du travail (conseils des prud'hommes) sont affaiblis et le travail le dimanche ou la nuit est élargi (loi Macron)...

Alors que la population laborieuse des villes et des campagnes voit son niveau de vie stagner, voire diminuer, le gouvernement Hollande-Valls-Macron continue à gâter les capitalistes. Il continue à associer à sa politique le Parti socialiste, qui le paiera chèrement aux élections régionales, et les directions syndicales, invitées à une « conférence sociale » le 19 octobre.

La Banque centrale européenne poursuit sa politique monétaire expansive par un crédit abondant et gratuit aux banques de la zone euro. Le taux de change de l'euro a baissé par rapport aux autres devises, ce qui facilite les exportations de pays comme l'Italie et la France. Le prix du pétrole et du gaz naturel a baissé, diminuant les coûts de l'industrie et de l'agriculture.

Sur l'année 2015, la croissance française devrait être de 1,1 % et le déficit des échanges extérieurs se réduit. Cela suffit au ministre de l'Économie Michel Sapin pour claironner que *« la reprise est bel et bien engagée »* (*Le Monde*, 14 août 2015), au Premier ministre pour affirmer à l'université d'été du PS que *« nous sommes sur la bonne voie »* (*La Tribune*, 1er septembre 2015). Le gouvernement PS-PRG en tire argument pour s'en prendre plus encore à la classe ouvrière.

> *Ces chiffres nous encouragent à maintenir le cap et à poursuivre nos efforts... Ce sera le sens de la deuxième loi que prépare Emmanuel Macron... et c'est le sens des réformes qui doivent aussi concerner le marché du travail.* (Manuel Valls, *La Tribune*, 14 août 2015)

La production industrielle n'a augmenté que de 0,7 % depuis un an. L'économie française recule face à ses concurrentes : entre 2006 et 2014, alors que la croissance du commerce mondial était de 6,2 % par an en valeur, les exportations françaises ont augmenté de seulement 3 %.

Le capital bien servi

À l'inverse, les plus riches ont été choyés par les gouvernements de Hollande. Presque un milliard d'euros d'impôts leur a été restitué : 800 millions pour les 3 290 assujettis à l'ISF disposant d'un patrimoine de plus de 10 millions d'euros (un gain de 250 000 euros en moyenne par foyer fiscal), 126 millions pour ceux disposant de 1,3 à 10 millions (10 000 et 30 000 euros chacun). Ainsi les baisses d'impôt accordées aux plus riches ont dépassé de 200 à 300 millions celles du bouclier fiscal de Chirac-Villepin-Sarkozy.

Le taux de marge (la part du profit dans la valeur ajoutée des entreprises, qui donne une idée du taux d'exploitation) est passé à 31,1 % au premier trimestre 2015 (contre 29,4 % en 2014) et se rapproche du niveau record qu'il avait atteint avant la crise de 2008 (33,5 % en 2007). Les profits ont surtout explosé pour le grand capital. Au premier trimestre 2015, le bénéfice cumulé des entreprises du CAC 40 a augmenté en un an de 38 %, pour atteindre 38,5 milliards d'euros, avec un chiffre d'affaires en augmentation de 3 % (à 633,3 milliards de dollars). Ainsi les sommes versées à leurs actionnaires (dividendes et rachat d'actions) ont atteint 56 milliards pour 2014, en hausse de 30 % sur un an, un chiffre proche du record qui avait été atteint avant la crise (57,1 milliards en 2007).

Il n'en reste pas moins que les grands groupes du capitalisme français sont affaiblis : Alstom a vendu une partie de ses activités à General Electric, Alcatel a été racheté par Nokia, Lafarge a été pénalisé par son alliance avec Holcim... Seulement 31 entreprises françaises font partie des 500 plus grandes entreprises mondiales, contre 37 dix ans plus tôt. En sont sortis Alcatel, Alstom, Areva, Arcelor, Lafarge, Suez.

Toutefois la vente d'armes, notamment de Rafale, à l'Inde, au Qatar, à l'Arabie saoudite... est une raison de se réjouir pour le capital français.

Le gouvernement Hollande-Valls est en phase avec le capital, petit et grand. Lorsque Pierre Gattaz estime que *« le sac à dos des entreprises françaises est encore beaucoup trop lourd »*, qu'il faut aller *« beaucoup plus loin sur le social, le fiscal et les dépenses publiques... baisse des charges, réforme du contrat de travail, sim-*

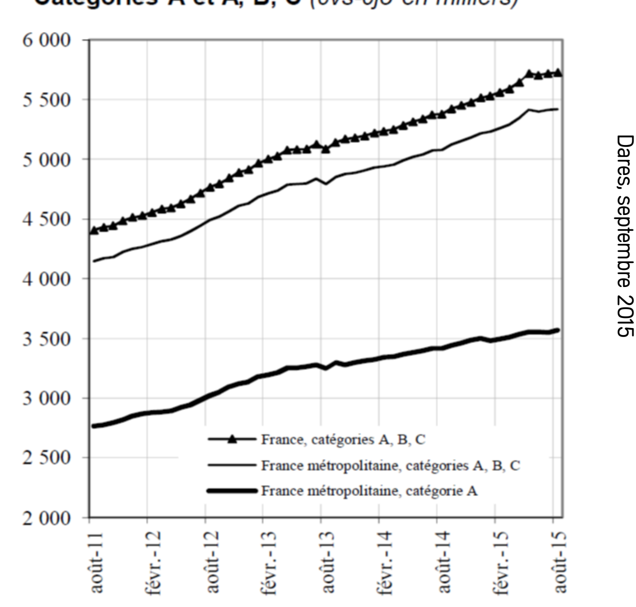
plification, réforme fiscale » (*La Tribune*, 26 août 2015), le gouvernement répond présent. La loi Macron a facilité les licenciements, limité les sanctions des patrons ne respectant pas le code du travail, diminué les droits des représentants du personnel, affaibli les prud'hommes, flexibilisé le temps de travail. Les mesures récentes ont permis au patronat, pour un salarié payé au SMIC dans une entreprise de plus de vingt salariés, de diminuer de près de 80 % le taux de cotisation patronale :

> *Le taux de cotisation patronale serait, en l'absence des allégements généraux et de CICE, de 45,64 % au 1er janvier 2015... Les nouvelles dispositions... vont permettre de passer le taux net effectif de cotisations patronales à 9,49 %.* (*Les Comptes de la Sécurité sociale*, septembre 2014, p. 142)

Le taux du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) passera de 6 % à 9 % de la masse salariale pour les salaires inférieurs à 2,5 Smic en 2016 ; dans le même temps le taux des cotisations familiales patronales passera de 5,25 % à 3,45 % sur les salaires allant jusqu'à 3,5 SMIC ; la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) – elle finance la protection sociale des artisans, commerçants, petits agriculteurs... – sera supprimée en 2017 ; le taux de l'impôt sur les sociétés (actuellement à 33,3 %) sera réduit à 28 % d'ici 2020 ; la surtaxe de 10,7 % sur l'impôt, instaurée par le gouvernement Fillon sur les entreprises de plus de 250 millions d'euros de chiffre d'affaires, sera supprimée dès 2016.

Sur le dos des travailleurs

Malgré la reprise, le taux de chômage reste de 10,3 %, dans son calcul le plus strict, celui du ministère de l'économie (INSEE), avec 2,9 millions de chômeurs mi-2015. Ce taux est plus élevé de 3,2 % que celui d'avant la précédente crise mondiale (début 2008), alors qu'il a baissé pour l'Allemagne (4,7 % contre 7,8 %) et qu'il est revenu à peu près au niveau d'avant la crise pour le Royaume-Uni (5,4 % contre 5,1 %). Le ministère du travail (Dares) dénombre 5,7 millions de demandeurs d'emploi à la fin août en comptant toutes les catégories. Sur un an, la hausse est de 6,7 %.



Dares, septembre 2015

Ce gonflement de l'armée de réserve facilite la précarisation et la hausse de l'exploitation : baisse de la part des emplois en CDI, hausse de la proportion des CDD, hausse de la durée du travail (41 heures par semaine en moyenne pour les emplois à temps plein), un milliard d'heures supplémentaires impayées (l'équivalent de 600 000 emplois), un dépassement de plus en plus fréquent de la durée maximale légale du travail... Il est également associé à une faible augmentation des salaires, à 1,2 % en moyenne sur les douze derniers mois pour les entreprises non agricoles de dix salariés et plus (moindre qu'en Allemagne et au Royaume-Uni) et une *« individualisation croissante des rémunérations »* (Ministère du travail, *La négociation collective en 2013,* p. 80), affaiblissant ainsi la négociation collective et aggravant la division au sein des entreprises.

Non seulement la hausse des inégalités engagée au cours des années 1980 se poursuit, mais elle s'accompagne – fait inédit sur la période – d'une baisse du niveau de vie des plus pauvres. Entre 2008 et 2012, le revenu annuel moyen des 10 % des plus pauvres a baissé de 6,3 %, soit une perte de 45 euros par mois, et le niveau de vie de la moitié la plus pauvre de la population a diminué. 2,3 millions de personnes ont un revenu inférieur à 660 euros.

En outre, en 2012 et en 2013, les salaires ont diminué en euros constants (hors inflation), respectivement de 0,4 et de 0,3 % (*Insee Première*, septembre 2015). Les ouvriers les plus exploités étaient plus touchés car le salaire net moyen des ouvriers intérimaires baissait de 2 % en 2013, celui des ouvriers non qualifiés de 1,3 %, et le premier décile (les 10 % des salaires les plus faibles) est en baisse de 0,6 %.

La nouvelle offensive contre le droit du travail

Curieuse époque où le FN parle de laïcité pour s'en prendre aux Arabes et aux Noirs, où les gouvernements prennent des mesures contre les droits des salariés en les appelant des *« réformes »*, où les réactionnaires s'affichent comme des *« modernisateurs »*, où les licenciements par l'employeur sont devenus des *« ruptures conventionnelles »*, où les exploiteurs affirment la main sur le cœur que le rapport salarial n'est pas un *« rapport de subordination »,* comme le reconnait la

Ce qui s'est passé à la direction de la FSU

La direction UA-EE viole grossièrement les règles de fonctionnement de la fédération, obtient que des représentants de syndicats nationaux et de sections régionales trafiquent leurs mandats, pour arracher, par un vote frauduleux, la signature du protocole PPCR avec le gouvernement. Les syndiqués de la FSU, les fonctionnaires doivent être alertés sur la gravité de ce qui s'est passé au CDFN de la FSU des 15 et 16 septembre 2015.

Les règles de fonctionnement de la FSU ont été grossièrement violées par la majorité UA-EE de la fédération. Ces règles – dont il n'est pas utile de rappeler qu'elles ont été édictées par la même majorité UA-EE à la création de la fédération pour garantir à chacune de ces tendances leur position dans l'appareil fédéral – stipulent qu'une décision ne peut être acquise qu'avec 70% des votes exprimés. La direction respecte scrupuleusement ces règles quand elles la favorisent mais fait tout pour s'en affranchir lorsqu'elles l'entravent.

Depuis plusieurs semaines, la direction de la fédération mène une campagne inlassable pour la signature avec le gouvernement de l'accord dit PPCR. Cet accord comporte des attaques d'une extrême gravité contre le statut de la Fonction Publique. Macron en a récemment livré le secret en s'indignant de "l'emploi à vie des fonctionnaires" et réclamant la liquidation de leur statut, déclaration suivie d'un pseudo démenti de Hollande. Celui-ci pense qu'il faut le faire, mais ne pas le crier sur les toits. C'est ce que fait l'accord PPCR qui instaure la mobilité générale, les corps interministériels, la remise en cause du rôle des CAP etc. Il s'agit d'organiser les restructurations massives dans la Fonction Publique qu'entraînent les différentes lois liées à la "réforme territoriale", la loi Touraine qui entraîne 22 000 suppressions de postes dans les hôpitaux publics etc.

La direction de la FSU a délibérément camouflé aux syndiqués le contenu de cet accord, au nom de pseudo "avancées salariales" dont l'essentiel interviendrait… après 2017 ! Du reste, pour nombre de fonctionnaires lesdites "avancées salariales" vont commencer … par des diminutions de salaire (suppressions de prime, fin de l'avancement accéléré dans certains hôpitaux et collectivités territoriales).

Au CDFN de la FSU, le premier vote n'accordait que 60% des voix à la signature de l'accord. Déjà ce premier vote était le produit d'une répartition très "particulière" des mandats. Ainsi, pour le SNUIPP, faisant fi de la consultation de ses sections départementales (31 Pour, 30 Contre, 34 "ne se prononcent pas"), le secrétariat national avait réparti ses mandats en 5 Pour 3 Contre et 4 NPPV. Il n'empêche que les 70% n'étaient pas atteints.

La direction UA-EE obtenait qu'après une suspension de séance un second vote soit organisé. La transformation des mandats prit alors une dimension industrielle. La délégation du SNUIPP décida de transformer les 4 NPPV en Pour – son secrétaire général, S. Sihr, proposa même à un moment de porter tous les mandats de son syndicat en Pour. Ainsi donc, ce sont 75% des mandats du SNUIPP qui ont été comptabilisés en Pour lors du deuxième vote ! Selon une circulaire de la direction du SNUIPP, des manipulations analogues ont eu lieu pour les votes du SNETAP, du SNESUP et du SNUACTE et pour ceux de 3 sections régionales de la FSU. Le résultat du second vote prouve l'ampleur de la fraude : 6 Pour en plus ; 15 Contre en moins ainsi qu'une abstention et 8 NPPV en plus.

Mais il faut signaler le rôle de supplétif de la direction de la FSU joué par les dirigeants de l'Ecole Emancipée, avec en première ligne, Laurent Zappi, qui n'hésitèrent pas à tordre le bras de leurs propres délégués pour les contraindre à modifier leur vote, ce que firent plusieurs d'entre eux. L'argument frelaté avancé étant "qu'il fallait sauver la fédération". En réalité, il s'agit pour ces dirigeants de "sauver" leur propre place dans l'appareil syndical.

Les conditions dans lesquelles fut arrachée la signature provoquent évidemment émoi et indignation parmi les syndiqués, les militants, quelle que soit leur appartenance de tendance. C'est pourquoi l'appareil central du syndicat a décidé de ne pas en rester là. Dans un courrier au Bureau National (BDFN), L. Zappi et V. Ponvert dirigeants de l'EE exhibent un tract d'Émancipation qui a l'immense tort … de rendre compte de ce qui s'est passé. L. Zappi serait bien incapable de contester les faits révélés par ce tract. Car ces faits sont relatés avec exactitude. Il entend cependant que la diffusion de ce tract soit à l'ordre du jour du prochain BDFN. Il y a là une innovation inquiétante. Jamais une instance de la FSU n'a à ce jour remis en cause l'expression interne ou publique des courants de pensée. Mais la soumission au gouvernement dont le premier ministre est Valls et son premier lieutenant le banquier Macron a sa logique ; après le traficotage des mandats, vient le moment des mesures de police !

Le courant Front Unique entend non seulement mener partout le combat pour que cesse le soutien de la direction de la FSU (UA EE) au gouvernement, mais aussi combattre pour la démocratie dans la fédération qui inclut le respect des mandats et la libre expression des courants. Dans ce but, il alertera les syndiqués autant que nécessaire.

22 septembre 2015, courant Front unique

jurisprudence, mais une simple *« soumission librement consentie ».*

Le Code du travail avalise l'exploitation, l'oppression, la précarité, la discrimination (voir comment la SNCF a surexploité les ouvriers marocains durant des décennies, sans que les bureaucraties syndicales se mobilisent), mais il contient certaines dispositions juridiques les limitant. Non seulement il est plus léger que le code des impôts mais son alourdissement tient, comme pour la fiscalité, à des dérogations et des exonérations favorables au patronat. Pour les organisations patronales et les partis bourgeois, le droit du travail, aussi souvent contourné soit-il par les capitalistes, est trop protecteur des salariés.

> *M. Sarkozy veut aussi « repenser tout notre Code du travail » et propose « une règle simple : ne garder que les droits fondamentaux des salariés dans le Code du travail et renvoyer le reste à la négociation d'entreprise ».* (*Challenges*, 2 mars 2015)

> *Il faut simplifier notre code du travail et favoriser l'accord d'entreprise ou de branche par l'inversion de la hiérarchie des normes... Je suis d'ailleurs heureux de constater qu'un certain consensus est en train d'apparaitre.* (Pierre Gattaz, *La Tribune,* 26 août 2015)

Comme d'habitude, le gouvernement au service du capital obtempère.

> *Il faut adapter le droit du travail à la réalité des entreprises et donner toute sa place à la négociation d'entreprise et aux accords d'entreprise.* (François Hollande, *Conférence de presse,* 7 septembre 2015)

À la fin de la 2e Guerre mondiale, le patronat était discrédité par sa collaboration avec le nazisme et les travailleurs étaient armés. Pour rétablir l'ordre bourgeois, il a fallu à De Gaulle non seulement la collaboration du PCF, du PS-SFIO et de la direction de la CGT, mais aussi accorder des concessions importantes à la classe ouvrière : libertés politiques, droit de grève, liberté syndicale, sécurité sociale, enseignement professionnel pris en charge par l'État, congés payés, limitation du temps de travail quotidien et hebdomadaire, etc.

Depuis, la hiérarchie des sources du droit du travail était la suivante : Constitution, loi, accord interprofessionnel, convention collective de branche, accord de groupe, accord d'entreprise, accord de site, contrat individuel de travail. Un texte de niveau inférieur devait être conforme aux textes de niveau supérieur et, lorsque deux textes existaient sur un même sujet, s'appliquait celui qui était le plus favorable au salarié. Un tel dispositif juridique protégeait les travailleurs, en particulier ceux des petites entreprises. Mais les gouvernements bourgeois le vident peu à peu de son sens :

- les lois Mitterrand-Auroux de 1982 prévoient que les conventions collectives fixent des règles moins favorables que celles de la loi dans le domaine de la durée de travail ;
- la loi Chirac-Fillon de 2004 permet qu'un accord d'entreprise fixe des règles moins favorables que la convention de branche.

L'étape suivante est préparée par les rapports des groupes de réflexion « de droite » Institut Montaigne et « de gauche » Terra Nova, puis par le rapport officiel de Combrexelle. Un accord d'entreprise pourrait avoir supériorité sur les conventions collectives et une convention collective de branche pourrait être moins favorable que la loi (seuls le salaire minimum, la durée maximale de travail hebdomadaire, la santé dépendraient toujours de la loi). Par exemple, le seuil de déclenchement des heures supplémentaires pourrait être repoussé. La négociation à un niveau inférieur ne sert plus à améliorer ce qui a déjà été obtenu à un niveau supérieur, mais à l'abaisser, le contourner.

D'ores et déjà, *« une concertation approfondie »* (*Le Figaro*, 9 septembre 2015) pour affaiblir les droits des salariés a lieu entre la nouvelle ministre du Travail Myriam El Khomri et les directions confédérales. La direction de FO dit avoir été *« entendue »* (*Les Échos*, 11 septembre 2015). En outre, le gouvernement prépare une « conférence sociale » le 19 octobre pour faire cautionner sa politique antisociale. Pour la CFDT, *« la conférence sociale, c'est un vrai moment de travail »* (*L'Express*, 28 août 2015). Des précédentes conférences sociales, sont sorties la diminution des retraites, la flexibilité du temps de travail et des salaires, la baisse des cotisations patronales. Ce sont les travailleurs qui encaissent à chaque fois les coups facilités par la collaboration de classe. Les syndicats de salariés doivent boycotter toute concertation contre le droit du travail, la « conférence sociale » du 19 octobre.

Pour la rupture avec la bourgeoisie et le gouvernement à son service

Contre les droits des salariés des entreprises, contre les fonctionnaires, contre le droit à la santé, contre le droit à la formation, contre les migrants, par ses interventions militaires multiples, par l'espionnage généralisé de la population et la présence de l'armée dans les villes, Hollande poursuit son œuvre au service de la minorité bourgeoise française, engagée dès son entrée en fonction. Elle est d'autant plus nécessaire que l'impérialisme français décline et que son rival allemand affirme sa suprématie dans l'Union européenne. La politique extérieure et intérieure du gouvernement s'appuie sur la coopération du PS, mais aussi du PCF et des directions syndicales.

Certaines directions syndicales appellent à une journée d'action le 8 octobre, listant des vœux pieux. Sans annoncer leur boycott de la conférence sociale contre le droit du travail ; sans réclamer le retrait des mesures contre les travailleurs de l'enseignement, contre les travailleurs de la santé, les réfugiés ; sans réclamer l'abrogation des lois Macron, ANI, LRU, des attaques contre la retraite, l'assurance maladie…

> *Pour mettre fin aux politiques d'austérité, augmenter les rémunérations, créer des emplois, réduire le temps de travail, défendre et améliorer le Code du travail, reconquérir la protection sociale, développer les investissements en assurant la nécessaire transition écologique, développer les services publics, les salariés, les privés d'emploi, les retraités sont appelés à manifester le 8 octobre 2015 par les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires, l'UNEF et la FIDL.* (Collectif 3A, *Appel*, 21 septembre 2015)

L'une des organisations signataires (la FSU) a même paraphé, le 30 septembre, avec la CFDT et l'UNSA le protocole gouvernemental contre les parcours professionnels, les carrières et les rémunérations dans la fonction publique (PPCR). La CGT, FO et Solidaires, après avoir accepté de négocier de bout en bout cette nouvelle attaque, ont refusé au final de signer. Pour que la FSU, la plus grosse fédération de la fonction publique, prenne la décision de signer, il a fallu le bloc en son sein de tout ce que la presse appelle « la gauche radicale » : PCF, PdG, Ensemble, NPA… Le PCF (courant U&A) et le NPA (courant EE) permettent au gouvernement Hollande-Valls-Macron de poursuivre son offensive contre les travailleurs de la fonction publique.

Tout cela montre que les travailleurs doivent s'organiser dans les syndicats, dans des comités d'action, pour obliger les organisations syndicales à rompre la collaboration de classe :

Non à tout projet de loi limitant les droits des travailleurs ! Boycott de la conférence sociale, boycott du Conseil d'orientation des retraites !

Hausse des salaires et des prestations sociales ! Interdiction des licenciements ! Baisse du temps de travail jusqu'à l'embauche de tous les chômeurs !

Remboursement intégral des frais de santé ! Rétablissement du droit à la retraite à 60 ans à taux plein avec 37,5 annuités de cotisation !

Expropriation des grands groupes capitalistes ! Gouvernement des travailleurs ! États-Unis socialistes d'Europe !

1er octobre 2015

Lutte contre l'expulsion d'étudiants étrangers à Strasbourg

Chaque année, la Préfecture du Bas-Rhin émet des OQTF (ordres de quitter le territoire français) à l'encontre d'étudiants étrangers régulièrement inscrits à l'Université de Strasbourg. Chaque fois, les personnels et étudiants, avec leurs syndicats, se mobilisent pour défendre les étudiants menacés d'expulsion, sur la base des principes suivants :

- Tout étudiant étranger régulièrement inscrit à l'université doit bénéficier d'un titre de séjour devant lui permettre d'aller au terme de son diplôme.
- Les étudiants étrangers doivent bénéficier des mêmes droits que les étudiants français, en particulier le droit aux redoublements et à la réorientation.
- La préfecture ne saurait être juge du parcours universitaire des étudiants étrangers ; seules les équipes pédagogiques sont habilitées à évaluer la qualité des résultats et des parcours universitaires de ceux-ci.

Cette année, le représentant du gouvernement Hollande-Valls a à nouveau émis des OQTF à l'égard de 2 étudiants. Malgré la mobilisation des syndicats et associations, le soutien accordé à ces étudiants par les équipes pédagogiques, la Présidence de l'Université et des élus locaux, dont le député Philippe Bies (PS), ni le Préfet ni son Secrétaire général n'ont daigné répondre à la demande d'audience de la part des organisations syndicales enseignantes et étudiantes.

Le 16 juillet, s'est tenu un rassemblement devant la Préfecture. À l'issue de celui-ci, une délégation de 7 représentants des syndicats et associations a été reçue par le directeur du service de l'immigration, un responsable purement administratif dénué de tout rôle politique, qui n'a fait que prendre des notes des interventions. Faisant partie de la délégation (au titre de mon syndicat), j'ai rappelé que l'Université a toujours été internationale, ayant moi-même étudié et travaillé dans plusieurs pays, et souligné le principe : « tout étudiant étranger doit bénéficier d'un titre de séjour pour toute la durée de ses études. »

Suite à cette mobilisation, le Préfet a écrit en catimini au Président de l'Université pour lui annoncer qu'un des deux OQTF était annulé. La lutte continue pour la défense de l'autre étudiante menacée d'expulsion.

15 septembre 2015, correspondant

Les travailleurs des campagnes roulés dans la farine par les capitalistes de l'agriculture et de l'agro-alimentaire

Les « mobilisations paysannes », un modèle pour le « monde du travail » ?

En février 2014, l'embargo de l'État russe sur les importations de viande de porc européenne conduit à une baisse des prix dans tout le continent. Le 12 juin 2015, patrons des abattoirs, de l'industrie charcutière et des chaînes commerciales s'engagent, sous la pression du gouvernement Hollande-Valls-Le Foll, à augmenter le prix payé aux éleveurs à 1,40 euro le kilo. Du 18 au 24 juillet, à l'appel de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), des producteurs de lait et de viande bloquent l'accès à plusieurs villes et à des sites touristiques. Le 22 juillet, le gouvernement annonce un plan d'urgence de 600 millions d'euros pour l'élevage. Des paysans traquent les produits des agriculteurs allemands ou espagnols dans les hypermarchés et aux péages d'autoroute. Le 3 septembre, la FNSEA organise la montée à Paris de 1 300 tracteurs.

Il n'en faut pas plus pour que LO fasse la leçon à la classe ouvrière.

> *Les agriculteurs ont fait entendre leur détresse, mais aussi leur détermination et leurs revendications, en utilisant les moyens dont ils disposent. Une leçon à retenir pour le monde du travail.* (*Lutte ouvrière*, 30 juillet)
>
> *Quoi qu'il en soit, les travailleurs doivent tirer les leçons de cette mobilisation paysanne : pour commencer à se faire entendre du gouvernement, il faut montrer sa force, dans la rue.* (*Lutte ouvrière,* 3 septembre)

Peu importe qui dirige et pour quoi, l'essentiel est de se mobiliser. *« Le but n'est rien, le mouvement est tout »,* disait déjà Bernstein en 1898. Autrement dit, la classe ouvrière (rebaptisée, dans les termes de l'Église catholique : *« le monde du travail »*) devrait imiter la petite bourgeoisie des campagnes qui a suivi les consignes xénophobes d'une organisation professionnelle dirigée par le parti de Sarkozy. Tout cela pour faire pression (*« se faire entendre »*).

En octobre 2013, des petits paysans et des ouvriers avaient déjà servi de force de frappe, à l'appel des nationalistes bretons, de la FNSEA, de la CGPME et de deux syndicats FO de l'abattage, pour faire retirer par le gouvernement PS-EELV-PRG un impôt sur les camions usant les routes à quatre voies. La reculade profite aux capitalistes du transport de tout le pays ; en outre, les petits capitalistes de la région reçoivent des subventions au titre du « pacte d'avenir pour la Bretagne ». Résultats : le 2 novembre 2013, les nervis de la FNSEA agressent les militants de FO à Quimper ; dans les mois qui suivent, les patrons bretons de Gad (transformation du porc) et de Doux (transformation du poulet) licencient leurs ouvriers et les petits paysans s'enfoncent dans les difficultés.

Qu'est-ce que la FNSEA ?

La FNSEA s'emploie avec une certaine efficacité à détourner la colère des petits éleveurs contre les importations (*« la concurrence déloyale »*), contre la sécurité sociale (*« les charges des exploitants »*), contre les règles qui tentent de préserver l'environnement et la santé des consommateurs (*« les contraintes de l'administration », « le dogmatisme des écolos »*). Pour le principal syndicat agricole, il s'agit de protéger les groupes capitalistes français de l'industrie agroalimentaire, de la distribution et de la banque qui sont leurs principaux mandants.

Un simple aperçu sur le chef d'orchestre des « mobilisations », Beulin, suffit à donner une vraie leçon aux travailleurs salariés… et aux travailleurs paysans.

> *Costume impeccable, chaussures fines, Breitling au poignet, «petit pied-à-terre» en Tunisie, Xavier Beulin a la rutilance et le train de vie d'un PDG de multinationale. Et pour cause. A 56 ans, celui qui dirige la FNSEA depuis fin 2010 et que d'aucuns qualifient de «véritable ministre de l'Agriculture» tant il obtient tout ce qu'il veut de François Hollande comme de son prédécesseur, est aussi et surtout un redoutable homme d'affaires. Coiffé de multiples casquettes, l'influent syndicaliste tire en toute discrétion les ficelles de l'agro-industrie française… celle-là même qui entraîne la disparition des agriculteurs… Surtout, il est à la tête d'un empire agro-industriel et financier aussi puissant que peu connu du grand public : le géant céréalier Sofiprotéol, récemment rebaptisé Avril pour « symboliser la force du renouveau ». Ce mastodonte pèse 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires, regroupe plus de 150 sociétés et se dit présent dans 22 pays.* (*Libération,* 3 septembre)

Le point final, la démonstration du 3 septembre à Paris, était mise sous le contrôle des gros exploitants

L'alliance ouvrière et paysanne en 1968



Dans les années 1950, la bourgeoisie française perd ses colonies. Les secteurs décisifs de la classe capitaliste française considèrent que la sauvegarde d'une agriculture archaïque, malgré la stabilisation sociale et politique qu'elle procure, est un boulet insupportable face à la concurrence de ses rivaux européens et américain. À partir du coup d'État de 1958, un régime d'exception, bonapartiste, celui du général De Gaulle, bouleverse l'agriculture par en haut, tout en transférant le protectionnisme à l'échelle « communautaire », c'est-à-dire à l'Union européenne.

La montée des luttes ouvrières et jeunes dans les années 1960, la grève générale en 1968, la poursuite des luttes salariées et étudiantes dans les années suivantes fragilisent l'hégémonie de la bourgeoise sur les classes petites-bourgeoises (paysannerie, artisans, professions libérales, encadrement). L'instrument de la domination de la bourgeoisie sur les paysans, la FNSEA-CNJA, est ébranlé.

Les petits paysans du PS-SFIO et du PCF rompent avec la FNSEA pour fonder le Mouvement de défense des exploitations familiales (MODEF) en 1959 qui va rester prisonnier de la stratégie du PCF : ne pas effrayer les petits propriétaires, réformer l'État bourgeois, se replier sur la France.

Dans les années 1960, les Paysans travailleurs, des militants radicalisés de la Jeunesse agricole chrétienne, liés au Parti socialiste unifié (PSU), prennent la tête de la FNSEA dans plusieurs départements, dont la Loire atlantique.

> *Ce même jour [24 mai 1968], des manifestations paysannes ont lieu dans toute la France, à l'appel de la FNSEA et du MODEF pour marquer leur solidarité avec les étudiants et les ouvriers. C'est à Nantes, organisée en commun avec les syndicats ouvriers, enseignants, étudiants que la manifestation prendra son tour le plus violent. Rassemblés aux quatre coins du département, les syndicalistes convergent sur Nantes avec leurs tracteurs. Des affrontements ont lieu devant la Préfecture, la place Royale est rebaptisée par les paysans place du Peuple.* (C. Fauré, *Mai 68*, 1998, Gallimard, p. 84-85)

Quand la classe ouvrière montre sa force, elle peut attirer les autres travailleurs des villes et des campagnes, briser le mythe de l'unité de la paysannerie qui profite à la classe bourgeoise.

> *La petite bourgeoisie est économiquement dépendante et politiquement morcelée. C'est pourquoi elle ne peut avoir une politique propre. Elle a besoin d'un « chef » qui lui inspire confiance. Ce chef, individuel ou collectif, individu ou parti, peut lui être donné par l'une ou l'autre des deux classes fondamentales, soit par la grande bourgeoisie, soit par le prolétariat… La petite bourgeoisie peut trouver son chef dans la personne du prolétariat. Elle l'a trouvé en Russie, partiellement en Espagne. Elle y tendit en Italie, en Allemagne et en Autriche. Malheureusement les partis du prolétariat ne s'y montrèrent pas à la hauteur de leur tâche historique. Pour gagner la petite bourgeoisie, le prolétariat doit conquérir sa confiance. Il faut pour cela qu'il ait lui-même confiance en sa propre force. Il lui faut un programme d'action clair et une détermination à lutter pour le pouvoir par tous les moyens. Soudé par son parti révolutionnaire, pour une lutte décisive et impitoyable, le prolétariat dit aux paysans et aux petites gens des villes : « Je lutte pour le pouvoir. Voici mon programme : je suis prêt à m'entendre avec vous pour en modifier tel ou tel point. Je n'emploierai la force que contre le grand capital et ses laquais ; avec vous, travailleurs, je veux conclure une alliance sur la base d'un programme donné. » Un tel langage, le paysan le comprendra. Il suffit qu'il ait confiance dans la capacité du prolétariat de s'emparer du pouvoir.* (L. Trotsky, *Où va la France ?*, 1934, GB, p. 23)

En 1971, le mouvement des paysans du Larzac (Languedoc-Roussillon) s'oppose à l'armée et au gouvernement Pompidou qui veulent étendre la base militaire. En 1972, la grève du lait des petits éleveurs de la Bretagne les confronte aux laiteries coopératives ou capitalistes privées. En 1973, des petits paysans s'opposent victorieusement, par l'occupation illégale, à l'accaparement des terres à Paban (Poitou-Charentes) par un notable cumulard de la FNSEA.

Mais, avec le reflux de la montée révolutionnaire mondiale des années 1960-1970, avec la contre-offensive de la classe capitaliste, avec la restauration du capitalisme en Europe de l'est, en Russie et en Chine, les petits paysans ne croient plus aux capacités révolutionnaires de la classe ouvrière.

Certains deviennent écologistes, beaucoup s'enferrent dans la xénophobie. En 1975, les nationalistes corses prennent la tête d'une mobilisation de viticulteurs à Aléria qui prend en otage quatre ouvriers (marocains) de la cave viticole qu'ils occupent. En 1978, les nationalistes occitans, le PCF et la LCR détournent la colère des petits paysans du Sud contre l'élargissement de l'Union européenne à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce. De 1979 à 1983, la FNSEA mène campagne contre l'entrée de l'Espagne dans l'UE. Le Comité régional d'action viticole (CAV), aux mains de nationalistes occitans, s'en prend aux importations de vin dans le Languedoc-Roussillon en 1981, paralyse des circuits électriques de la SNCF en 2002, fait sauter des transformateurs électriques en 2007, détruit des radars routiers en 2008 et 2009, fait sauter des locaux de la MSA (la sécurité sociale agricole) en 2008 et 2010, du Parti socialiste en 2013…

Les Paysans travailleurs qui, dans les années 1960 et 1970, s'opposaient au capitalisme et au militarisme, se reconvertissent en une Confédération paysanne axée « contre le productivisme » en 1987.

et des capitalistes agricoles pour éviter tout débordement de la part des petits éleveurs.

> *Une grande partie du millier de tracteurs venait des régions plus voisines, en particulier de l'Ile-de-France ou du Nord de la France. Les céréaliers et les betteraviers ont donc fourni une bonne part de l'artillerie lourde.* (*Le Monde,* 4 septembre)

Malgré tout, Beulin a été sifflé par une partie des paysans ce jour-là. La FNSEA n'a rien à voir avec un syndicat de travailleurs salariés, car elle rassemble des petits paysans semi-exploités, des entrepreneurs relativement prospères et de véritables capitalistes comme son président Beulin. Les premiers fournissent le gros des troupes, les seconds les tracteurs, les derniers dirigent la FNSEA en manœuvrant tous les autres.

Les limites de l'agriculture capitalisée

L'agriculture et l'industrie agro-alimentaire françaises sont les plus subventionnées par l'Union européenne. En 2011, le plus gros bénéficiaire de la politique agricole commune (PAC) est le groupe Doux qui empoche 55 millions d'euros à lui tout seul.

L'agriculture contemporaine suit deux axes : soit la qualité, soit la quantité. Seule une minorité peut vivre du premier choix, à condition de satisfaire une demande qui excède l'offre : maraîchers aux abords des grandes agglomérations, viticulture d'AOC… S'y ajoute désormais l'agriculture dite biologique qui mise sur la méfiance grandissante des consommateurs (en partie obscurantiste comme celle qui se répand contre la vaccination) et sur la mode du local (la caricature du protectionnisme national). Les acheteurs de « bio » acceptent de payer un prix plus élevé, tandis que les plus pauvres sont voués à la « malbouffe » et au risque d'obésité. Les exploitants agricoles de cette spécialisation, pour l'instant, échappent partiellement aux capitalistes des fournisseurs de moyens de production agricoles et parviennent souvent à court-circuiter ceux de la distribution (par les AMAP).

L'écrasante majorité des exploitants mise toujours sur la quantité et ne peut faire autrement dans le capitalisme, un mode de production où le produit est une marchandise et où tout producteur de marchandise est soumis à la concurrence. Ils poursuivent dans la voie d'exploitations de plus en plus grandes, de plus en plus capitalisées.

> *En 2010, la France métropolitaine compte 22 300 exploitations élevant des porcs, deux tiers de moins qu'il y a dix ans. La taille moyenne des ateliers porcins a été multipliée par 2,5 sur la période pour atteindre 620 porcs. Cela traduit avant tout la disparition des très nombreux petits ateliers.* (Ministère de l'agriculture, *Agreste* n° 300, avril 2013)

L'agriculture est globalement de plus en plus efficace, de plus en plus productive, parfois au détriment de la qualité et souvent au préjudice des animaux (élevage hors sol et en batterie), de la santé humaine (inefficacité des antibiotiques par utilisation systématique et préventive dans l'élevage), de l'environnement (multiplication des algues des cours d'eau et des rivages maritimes par l'excès d'engrais artificiels et de lisier, réduction de la nappe phréatique par irrigation du maïs, épuisement des sols, etc.).

> *Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les États-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur.* (K. Marx, *Le Capital,* I, ch. 15, 1867, ES poche, p. 360-361)

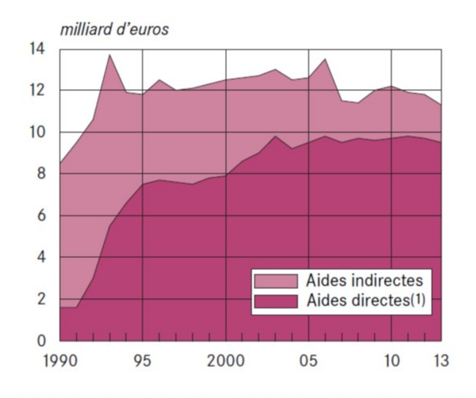
Beaucoup d'exploitants ne parviennent plus à s'en sortir, malgré leurs efforts qui profitent aux capitalistes de l'industrie agroalimentaire. Formellement, ils ne sont pas salariés, ils restent indépendants. En réalité, ils doivent non seulement se fournir auprès de l'IAA et livrer les quantités dans les délais prévus, mais de plus en plus travailler selon leurs exigences et sous leur contrôle. Par contre, les paysans travailleurs courent toujours le risque en cas de chute des cours.

La crise de l'élevage européen

Comme la production est largement exportée, elle est soumise aux aléas internationaux, économiques (la dépression grecque) ou politiques (l'embargo russe).

> *Le premier facteur est d'ordre structurel avec la tendance durable à une baisse de la consommation de viandes en France, cette baisse étant accentuée l'été, notamment cette année avec les fortes chaleurs, en dépit d'une consommation accrue de grillades à cette période. Cette évolution ancienne pour la viande bovine affecte désormais également le porc, les représentants de la profession relevant pour la première fois une baisse de la consommation de charcuterie (moins 1.9 % au premier trimestre 2015), qui repré-*

Concours publics à l'agriculture et aux territoires ruraux



	1990	2000	2013P
		million d'euros	
Marchés et revenus agricoles	**6 676**	**10 330**	**9 931**
dont régulation des marchés	4 751	2 330	252
aides liées aux produits	805	7 018	1 237
maîtrise de l'offre	398	528	15
paiements uniques	0	0	6 772
Développement rural	**1 814**	**1 923**	**1 600**
dont installation, modernisation et maîtrise des pollutions	906	430	337
compensation de handicaps naturels	316	393	570
Mesures agri-environnementales	7	291	391
Sécurité sanitaire des végétaux et des animaux	**40**	**238**	**217**
Total agriculture et territoires ruraux	**8 530**	**12 491**	**11 270**

(1) Aides versées directement aux exploitations agricoles. Les paiements uniques, les aides liées aux produits, les indemnités compensatoires de handicaps naturels et les mesures agroenvironnementales représentent 94 % des aides directes.
Sources : MAAF - SAFSL, Agreste.

> *sente 70 % des débouchés. Les autres facteurs sont propres à 2015 ou accentués cette année :… la perte ou la faiblesse actuelle des débouchés exports traditionnels de la France (Italie et Grèce pour le bœuf, Russie pour le porc) crée une surproduction sur le marché français. Les autres pays européens (Pologne, Irlande et Allemagne pour la viande bovine ; Espagne et Allemagne pour le porc) bénéficient parallèlement d'une meilleure compétitivité prix de leurs produits leur permettant de venir concurrencer les productions françaises sur ces débouchés traditionnels.* (F. Amand, *Rapport d'étape du médiateur sur les filières bovine et porcine,* Ministère de l'agriculture, 22 juillet)

Les dirigeants de la FNSEA demandent à l'État français et à l'Union européenne un soutien aux prix (du porc, du bœuf et du lait), des mesures contre les importations (alors que les petits exploitants souffrent tout autant en Espagne ou en Allemagne), des aides financières (alors qu'ils appartiennent à un parti qui s'affiche libéral et qui restreint les dépenses publiques… quand elles bénéficient aux salariés).

En réponse, le gouvernement Hollande-Valls-Le Foll, si intransigeant envers les travailleurs salariés, s'efforce de soutenir le prix de la viande porcine et bovine, dans les limites des règles de l'UE (ne pas fausser la concurrence). Il a ajouté dans son plan d'urgence des simplifications administratives, des prêts, des délais de remboursement d'emprunts, des reports ou des exemptions d'impôts et de cotisations sociales, de l'argent public…

> *L'État s'engage avec les banques, au premier rang desquelles le Crédit agricole, dans un « travail de restructuration des dettes bancaires des agriculteurs confrontés à des difficultés de remboursement de leurs emprunts », afin de leur redonner un peu d'air. Est également prévu le report de plusieurs mois des échéances de paiement des cotisations sociales, salariales et patronales ; ainsi que « le report, sur demande, des échéances de paiement des derniers acomptes de l'impôt sur le revenu et sur les sociétés, voire une remise gracieuse, sur demande, des taxes foncières »… Côté mesures structurelles, « il a été demandé à Bpifrance d'octroyer jusqu'à 100 millions d'euros de garanties de prêt pour les entreprises du secteur pour l'investissement et la modernisation ». De même, est prévue « la mobilisation du PIA (plan investissement avenir) pour soutenir l'investissement ». Une aide de 10 millions sera prodiguée aux filières porcines, bovines et produits laitiers pour les aider à faire leur promotion. Des mesures de soutien à l'export sont également prévues…* (*Le Monde*, 23 juillet)

Le 3 septembre, alors que les tracteurs convergent à Paris, le gouvernement annonce qu'il augmente les dépenses publiques de soutien (au total 3 milliards d'euros en 3 ans, financés par les régions, l'État et l'UE), les exemptions de cotisations et d'intérêts (elles passent de 100 millions à 150) et les reports (un an sans remboursement bancaire), qu'il relâche les normes sur l'environnement. Le parti de Sarkozy et Juppé, si avide de coupes dans les dépenses sociales, si prompt à dénoncer les « assistés », trouve… que ce n'est pas assez.

> *Les dernières mesures annoncées par le Gouvernement afin de sauver notre agriculture, sont une nouvelle fois insuffisantes.* (LR, *Communiqué*, 4 septembre)

Lors du conseil des ministres de l'agriculture de l'UE, le 7 septembre, la Commission européenne accorde 500 millions d'euros supplémentaires à l'élevage laitier et porcin de toute l'UE.

> *Sur cette somme globale, 420 millions d'euros seront directement versés aux États membres. Bruxelles a également dévoilé le montant des enveloppes attribuées à chacun. Une répartition établie en fonction des niveaux de production et des difficultés conjoncturelles. L'Allemagne arrive en tête de cette redistribution avec 69,2 millions d'euros, suivie de près par la France avec 62,9 millions. Puis viennent le Royaume-Uni (36,1 millions), la Pologne (28,9 millions), les Pays-Bas (29,9 millions), l'Espagne (25,5 millions) et l'Italie (25 millions)… Le solde du plan d'aide de l'exécutif européen, soit 80 millions d'euros, sera consacré à des mesures de soutien aux marchés. Bruxelles a, en particulier, accepté de financer une*

aide au stockage privé pour le porc mais aussi le lard. Et d'accroître l'aide au stockage privé de lait en poudre. (*Le Monde*, 17 septembre)

La somme allouée à la France financera le plan d'urgence du gouvernement. Son soutien aux prix du bœuf et du porc, au demeurant limité, enrichit les gros éleveurs dont les coûts de revient étaient déjà inférieurs au prix antérieur, ils encaisseront encore plus. De même, eux et les capitalistes des abattoirs ou de la transformation alimentaire empocheront, directement ou indirectement, la manne des subventions. Sous couvert de la simplification administrative, les grands exploitants pourront agrandir leur élevage sans enquête publique. La surproduction reprenant, il est probable que les prix baisseront de nouveau à terme, étranglant inéluctablement les exploitations les moins capitalisées. La centralisation et la concentration se poursuivront, conformément aux vœux du « directeur scientifique » de l'INRA.

En premier lieu, redimensionner les exploitations qui sont souvent de taille trop modeste pour dégager des économies d'échelle. (H. Guyomard, *Le Monde*, 23 juillet)

Introduire la lutte de classe à la campagne

Sous la pression des capitalistes de l'industrie agro-alimentaire, dont fait partie le chef de la FNSEA, le prix du porc a encore baisssé.

Bigard a encore accru la pression le 18 septembre. Le groupe a annoncé qu'il allait acheter ses porcs à 1,329 euro le kilo, soit un prix inférieur de 5 centimes à celui du marché du porc breton de Plérin (MPB). Or, jusqu'à présent, l'abatteur, même s'il continuait, comme Cooperl, à pratiquer la politique de la chaise vide au MPB, continuait à acheter ses porcs au cours qui sert de référence au plan national. En dévoilant son projet de ne plus reconnaître Plérin comme référence, Bigard risquait d'entraîner avec lui les autres acteurs encore présents. Ce fut justement le cas, jeudi. Deux autres acheteurs, Bernard et Albera, ont décidé de se retirer à leur tour, empêchant ainsi toute cotation. Sachant qu'Albera appartient au groupe Avril (ex-Sofiprotéol) dont le président est Xavier Beulin, également président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA). C'est cette perspective de voir Plérin rayé de la carte, qui a conduit l'Union des groupements de producteurs de viande de Bretagne (UGPVB) à capituler. (*Le Monde*, 25 septembre)

La leçon est donc tout autre que celle, réformiste et économiste, de LO (imitons les paysans, obéissons à nos dirigeants syndicaux, faisons pression -pour l'éternité- sur le gouvernement… et oublions de démasquer les capitalistes agraires ou agro-alimentaires et leur « syndicat »).

Notre but essentiel est de frayer le chemin à la lutte de classe à la campagne, à la lutte de classe du prolétariat qui tend à atteindre le but final, la conquête du pouvoir politique. (V. Lénine, « Le programme agraire de la sociale-démocratie russe », 1902, *Œuvres* t. 6, Progrès, p. 148)

Le prolétariat doit combattre politiquement le gouvernement bourgeois et préparer le renversement de la classe capitaliste qu'il protège et sert (incluant les groupes de l'agriculture, de l'industrie agro-alimentaire, de la banque, des hypermarchés et du commerce de gros, du transport de marchandises…). Il ne peut le faire que par un parti à lui. Muni d'un parti ouvrier révolutionnaire, les travailleurs des villes pourront combattre la FNSEA, ils pourront entraîner les ouvriers agricoles et une partie des exploitants agricoles dans la lutte politique pour le pouvoir des travailleurs des villes et des campagnes.

La petite bourgeoisie se compose de couches diverses, depuis les semi-prolétaires jusqu'aux exploiteurs. C'est pourquoi la tâche politique du prolétariat industriel consiste à faire pénétrer la lutte des classes au village : c'est seulement ainsi qu'il pourra séparer ses alliés de ses ennemis…

Le programme de nationalisation de la terre et de collectivisation de l'agriculture doit être élaboré de façon à exclure radicalement l'idée de l'expropriation des petits paysans ou de leur collectivisation forcée. Le paysan restera le propriétaire de son lot de terre tant qu'il le trouvera lui-même nécessaire et possible… L'alliance que le prolétariat propose, non pas aux « classes moyennes » en général, mais aux couches exploitées de la ville et du village, contre tous les exploiteurs, y compris les exploiteurs « moyens », ne peut être fondée sur la contrainte, mais seulement sur un accord volontaire. (L. Trotsky, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4e Internationale*, 1938, GMI, p. 19-21)

Un gouvernement des travailleurs expropriera le grand capital, émancipera les salariés agricoles et les ouvriers des abattoirs de l'exploitation, assurera aux paysans travailleurs la sortie de l'endettement, une rémunération correcte et du temps libre dans le cadre des États-Unis socialistes d'Europe.

26 septembre 2015

Contre toute intervention impérialiste, pour le droit du peuple kurde à son propre État !

Un attentat meurtrier contre des jeunes socialistes de Turquie

Des dizaines de milliers de réfugiés turcs vivent en exil ; des milliers de militants ouvriers ou kurdes, croupissent dans les prisons de la Turquie dirigée par le Parti de la justice et du développement (AKP, un parti bourgeois islamiste). L'AKP est confronté au ralentissement de la croissance, à des grèves ouvrières (en particulier chez Oyak-Renault en mai) et à un recul électoral (moins de 41 % des voix aux législatives du 7 juin contre plus de 46 % en 2011).

En juillet, la Fédération des associations de jeunes socialistes de Turquie (SGDF) avait organisé une brigade (mixte, malgré la pesanteur du patriarcat en Turquie, y compris chez les Kurdes) pour reconstruire Kobané dans le Rojava (Syrie) après sa destruction par Daech. Le 20 juillet, l'organisation de jeunesse a invité la presse et ses soutiens au centre culturel de Suruç, du côté turc. Une bombe y a explosé, tuant 32 militants et en blessant 70 autres. Les victimes étaient membres de la SGDF, du HDP et du Parti socialiste des opprimés (ESP, proche du MLKP, Parti communiste marxiste-léniniste, interdit).

La police turque a attaqué violemment les manifestations de protestation contre l'attentat de Suruç et a jeté en prison un millier d'opposants.

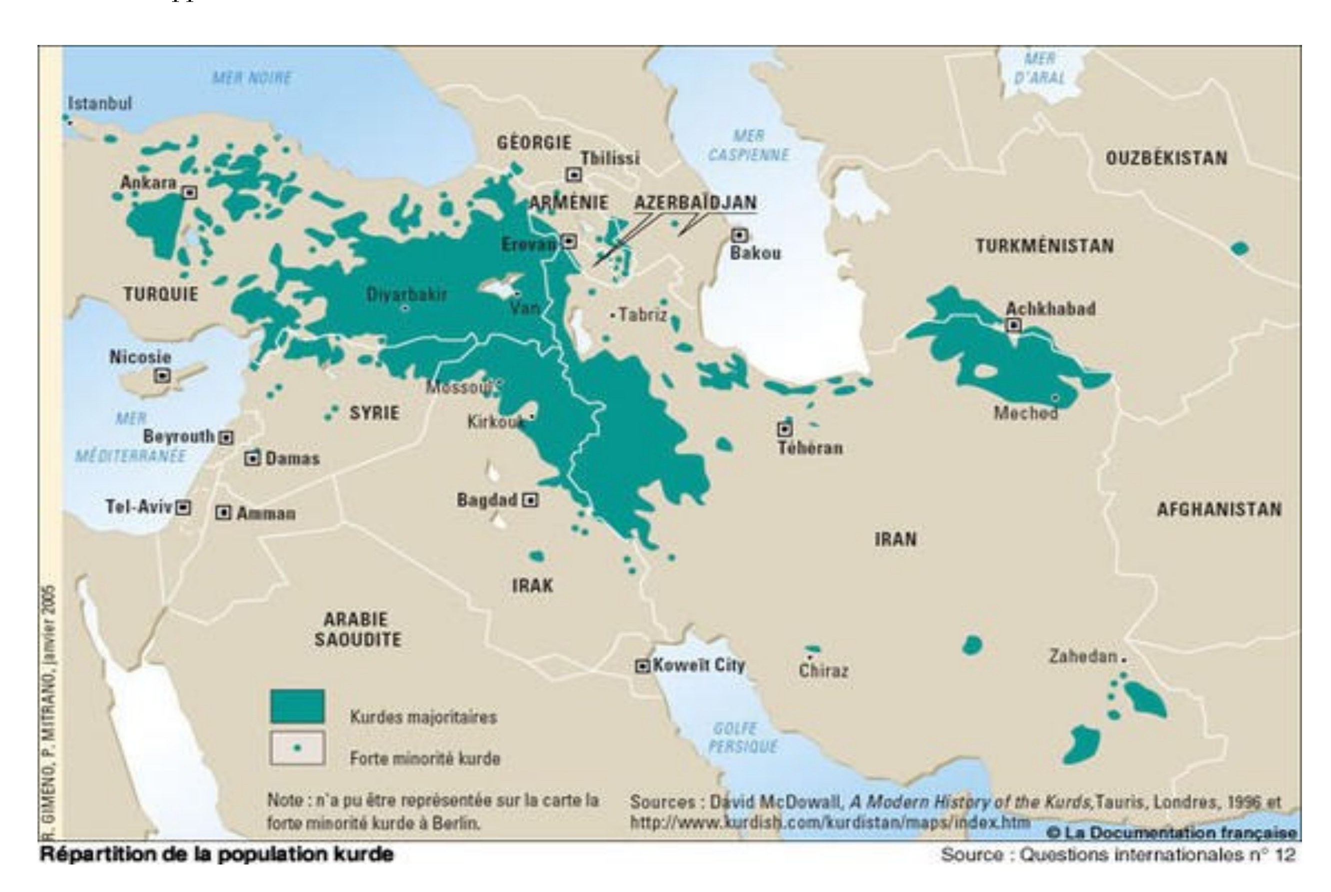
> *Quelque 590 personnes –islamistes radicaux, sympathisants du PKK, militants du DHKP-C (gauche radicale)– ont été arrêtées dans 22 régions du pays… Une manifestation pour la paix, prévue dimanche 26 à l'appel d'organisations de gauche, a été interdite par le préfet d'Istanbul.* (*Le Monde,* 28 juillet 2015)

Des bombardements de l'armée turque contre des bases kurdes

L'armée turque a bombardé des villages kurdes en Syrie et des bases kurdes en Irak.

> *M. Erdogan a utilisé le bombardement de l'EI comme une couverture de frappes aériennes plus lourdes contre le Parti des travailleurs kurdes (PKK) au nord de l'Irak. Les négociations de paix entamées voici plus de deux ans ont par conséquent cessé.* (*The Economist,* 8 août 2015)

Officiellement, le gouvernement turc a intensifié sa collaboration avec l'armée américaine contre l'État islamique, le califat proclamé sur les décombres de la Syrie et de l'Irak. Mais, comme celles d'Israël et de l'Arabie saoudite, les autres alliés des États-Unis en Asie de l'ouest, et comme celle de l'Iran, l'ancienne ennemie du « grand Satan » étasunien dans la ré-



Répartition de la population kurde

Source : Questions internationales n° 12

gion, la bourgeoisie turque a ses propres objectifs.

Aux yeux de sources militaires françaises de haut niveau…, l'ennemi numéro un pour la Turquie reste les Kurdes. (*Le Monde,* 26 juillet 2015)

Par ailleurs, si l'impérialisme américain vise maintenant surtout l'EI en Syrie et s'accommode de la survie du gouvernement Assad, l'État turc joint ses efforts à ceux de l'Arabie saoudite, du Qatar et des Émirats arabes unis pour appuyer Jaich Al-Islam, Ahar Al-Cham et Al-Nosra (la branche syrienne d'Al-Qaïda).

Le rapprochement entre Washington et Téhéran a particulièrement échaudé ses alliés sunnites dans la région. En réaction, l'Arabie saoudite, le Qatar et la Turquie ont décidé, début 2015, de mettre de côté leurs divergences pour coordonner leur soutien – en formation et armement – à l'opposition syrienne. Ces efforts d'unification se sont traduits par la mise sur pied de l'Armée de la conquête – une coalition incluant des factions islamistes et le Front Al-Nosra – qui a infligé un sérieux revers à l'armée d'Assad à Idlib, lors d'une offensive lancée en avril sans l'aval américain. Sur le front sud, autour de Deraa, les forces soutenues par l'Arabie saoudite ont également fait reculer le régime. (*Le Monde,* 23 juillet 2015)

Ces bandes djihadistes combinent le banditisme et le fanatisme tout autant que leur rival EI-Daech.

Le Qatar fait office de passerelle vers Al-Nosra… la transaction la plus juteuse, celle qui a conduit Al-Nosra à relâcher au mois de mars 2014 les nonnes du couvent de Maaloula, au nord de Damas, a fait entrer pas moins de 16 millions de dollars (14,5 millions d'euros) dans ses caisses… Durant l'automne 2014 et l'hiver 2015, Al-Nosra avait anéanti deux groupes liés à l'Armée syrienne libre (ASL), la branche modérée de la rébellion, armée par les États-Unis et l'Arabie saoudite. Autour d'Idlib, ses hommes commençaient à imposer la charia par la force, obligeant les magasins à fermer durant la prière et traquant les couples infidèles. (*Le Monde,* 2 août 2015)

Ces troupes armées, financées, entraînées, renseignées par la Turquie et l'Arabie saoudite visent surtout le régime du Baas et le Parti de l'union démocratique (PYD), le parti nationaliste petit-bourgeois kurde (et laïque) de Syrie. Celui-ci avait négocié une sorte de « pacte de non-agression » avec le régime d'Assad. Il a combattu victorieusement contre l'EI-Daech, notamment à Kobané.

La Maison blanche, l'OTAN et Barzani appuient le gouvernement turc

Le gouvernement américain a appuyé son homologue turc.

La Maison Blanche a reconnu dimanche le droit des Turcs à « mener des actions contre des cibles terroristes », selon le conseiller adjoint du président Barack Obama à la sécurité nationale, Ben Rhodes. (*Le Monde,* 28 juillet 2015)

La complicité entre l'impérialisme et le gouvernement turc montre que le but des bourgeoisies des pays dominants n'est en aucun cas le respect des droits démocratiques. Leurs interventions militaires ou diplomatiques sont toujours dictées par leurs intérêts. Les organisations nationalistes ou centristes qui ont soutenu les interventions militaires en Irak, en Libye, en Syrie au prétexte d'une « aide humanitaire » se sont rangées dans le camp de l'impérialisme.

Si le parti nationaliste de Turquie PKK a toujours entretenu des liens avec la Syrie, en Irak, l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) avait misé sur l'Iran tandis que son rival le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) s'était allié aux États-Unis et à la Turquie. Après des affrontements de 1994 à 1996, le PDK a pris le contrôle de la « Région autonome du Kurdistan », au nord-est de l'Irak, formée en 2003 avec l'acquiescement des États-Unis. Ce petit État de fait est devenu un fournisseur de pétrole et de gaz à la Turquie et un client des groupes capitalistes turcs du bâtiment.

Face aux bombardements par l'armée turque des camps du PKK en Irak, le gouvernement PDK, au lieu de condamner le gouvernement Erdogan, a prié le PKK de déguerpir.

La présidence du Kurdistan irakien, région pilonnée par les raids de l'aviation turque depuis le 24 juillet, a demandé, samedi 1er août, le départ des membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). « Le PKK doit éloigner son champ de bataille de la région du Kurdistan irakien pour que les civils ne deviennent pas des victimes de cette guerre », a indiqué le bureau du président de la région, Massoud Barzani, dans un communiqué. (*Le Monde,* 4 août 2015)

L'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN, alliance militaire entre les États-Unis et la plupart des pays capitalistes d'Europe, dont la Turquie) a approuvé les interventions militaires turques en Syrie et en Irak.

La session d'urgence du Conseil de l'Atlantique nord demandée par la Turquie, a débouché sur un soutien appuyé à Ankara de la part des ambassadeurs auprès de l'OTAN, mercredi 28 juillet. « Le terrorisme, sous toutes ses formes, ne peut jamais être toléré ni justifié

», affirme l'Alliance en manifestant sa « forte solidarité » avec la Turquie. « L'accord est total, unanime, sans faille », a indiqué le secrétaire général, Jens Stoltenberg... Les autorités d'Ankara placent sur le même plan l'EI et le PKK, comme, apparemment, M. Stoltenberg, contraint de veiller d'abord à la cohésion interne de son organisme et de ménager un pays qui possède la deuxième armée de l'Alliance. (*Le Monde,* 23 juillet 2015)

Contre les gouvernements impérialistes occidentaux qui bombardent la Syrie et l'Irak avec les monarchies islamistes du Golfe arabo-persique, la responsabilité des partis ouvriers et des syndicats des pays concernés est d'appeler au retrait des troupes, à la fermeture des bases militaires, à l'annulation de tous les contrats d'armements, à l'ouverture des frontières aux émigrés du Proche-Orient.

La solution pour que tous les peuples de la région vivent en paix passe par la défaite du sionisme et de l'impérialisme. Le capitalisme est dominé par quelques centaines de grands groupes capitalistes et par quelques grandes puissances qui mènent le monde entier à sa perte : guerres, crises économiques, crise écologique... Une poignée d'États pille et souille le reste du monde, fait chanter les gouvernements des pays dominés, tente de les renverser quand cela leur chante, instaure des gouvernements despotiques comme celui du maréchal Sissi, soutient un colonialisme comme Israël ou des régimes monarchiques et fondamentalistes comme l'Arabie saoudite, stimule avec ces derniers le djihadisme. Pour éradiquer l'impérialisme mondial, les travailleurs d'Europe de l'ouest, de Chine, de Russie, du Japon des États-Unis ont le devoir de lutter pour défaire leur propre gouvernement.

Toute lutte sérieuse du prolétariat des pays dominants fragilise la domination impérialiste, encourage les travailleurs des pays dominés, les femmes et les peuples opprimés à affronter ses relais locaux, à exiger les libertés démocratiques, à s'en prendre à la propriété privée, à prendre le pouvoir. Toute victoire au Proche-Orient, comme le début de la révolution en Tunisie et en Égypte en 2011, stimule la révolution dans les centres impérialistes.

Contre l'oppression des Kurdes, pour la révolution socialiste

Les Kurdes sont aujourd'hui opprimés en Turquie et en Iran par les fractions islamistes des bourgeoisies turque et perse. Ils sont aussi menacés en Syrie et en Irak par les bandes islamo-fascistes de l'EI-Daech et par l'armée turque.

Les nationalistes kurdes se révèlent incapables, par leur nature petite-bourgeoise (PKK-PYD-PJAK, Komala) ou bourgeoise (UPK, PDK, PDKI...) d'en appeler aux prolétaires des pays impérialistes et du Proche-Orient pour mener une révolution sociale qui jetterait définitivement à bas tous les régimes oppresseurs. Ils préfèrent tenter d'obtenir des régimes en place ou de l'impérialisme un droit minimum à une existence réduite. Les nationalistes kurdes sont incapables d'atteindre l'objectif qu'ils s'assignent officiellement, un Kurdistan indépendant et uni. En effet, la mobilisation des ouvriers, des employés, des paysans pauvres s'en prendrait aussi aux propriétaires fonciers et aux capitalistes kurdes.

Les organisations kurdes actuelles en sont réduites à faire allégeance aux différentes puissances régionales (Iran, Turquie, Israël...), voire aux puissances impérialistes occidentales. Or les bourgeoisies européennes et américaine ont colonisé la région au 19e siècle, l'ont découpé artificiellement au 20e, ont décrété des blocus voire renversé les régimes qui leur déplaisaient, ont soutenu la colonisation sioniste, ont contribué à la naissance de l'islamisme politique, restent alliées aux monarchies du Golfe qui aident toujours le salafisme et le djihadisme à l'échelle mondiale... L'appui de telle ou telle de ces bourgeoisies impérialistes à telle ou telle organisation kurde est limité et réversible, car sujet aux volte-face de leur politique et de leurs intérêts égoïstes.

Les cliques nationalistes kurdes recourent à des méthodes étrangères au mouvement ouvrier révolutionnaire : agressions envers les autres courants, régime interne autoritaire, racket des émigrés, culte du chef, immolations, attentats-suicides...

Les communistes internationalistes défendent, en particulier en Turquie, en Irak, en Iran et en Syrie, les droits nationaux des Kurdes.

> *Le prolétariat des nations oppressives doit lutter contre le maintien par la force des nations opprimées dans les frontières de ces États ; autrement dit, il doit lutter pour le droit à l'autodétermination.* (Lénine, *La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* février 1916, thèse 4)

Les communistes internationalistes ne prônent pas pour autant la multiplication de minuscules États (comme le Kurdistan irakien), voués à la domination par l'étranger.

> *Plus le régime démocratique d'un État est proche de l'entière liberté de séparation, plus seront rares et faibles, en pratique, les tendances à la séparation... Le socialisme a pour but, non seulement de mettre fin au morcellement de l'humanité en petits États, mais de réaliser leur fusion.* (Lénine, *La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* thèse 3)

Les communistes internationalistes sont les adversaires résolus des courants nationalistes qui exploitent politiquement les Kurdes et les conduisent de défaite en défaite.

La bourgeoisie des nations opprimées convertit constamment les mots d'ordre de libération nationale en une mystification des ouvriers ; en politique intérieure, elle exploite ces mots d'ordre pour passer des accords avec la bourgeoisie des nations dominantes ; en politique extérieure, elle cherche à pactiser avec une des puissances impérialistes rivales... (Lénine, *La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes,* thèse 4)

Le peuple kurde a le droit fondamental de constituer son État. Mais, contre le nationalisme mystificateur et impuissant, contre la collaboration de classes avec les capitalistes kurdes, les travailleurs et étudiants kurdes du monde entier doivent s'unir à leurs sœurs et frères arabes, turcs, perses, juifs... pour mener la lutte contre leurs exploiteurs et oppresseurs communs. Les ouvriers et employés kurdes doivent retirer tout soutien à la bourgeoisie kurde qui les exploite et les trompe, a fortiori aux bourgeoisies turque, arabe et perse qui les oppriment. Il leur faut bâtir avec les autres travailleurs conscients, dans chaque État, un parti ouvrier révolutionnaire. Ces partis seront liés entre eux et avec ceux d'Afrique du Nord, du reste de l'Asie, des pays impérialistes par une nouvelle internationale communiste construite sur la base du marxisme.

Liberté de circulation et d'établissement des réfugiés kurdes, palestiniens, syriens et irakiens dans toute l'Union européenne, aux États-Unis et ailleurs ! Retrait de la Turquie (et de la Grèce) de l'OTAN ! Levée du blocus antikurde de la frontière syrienne par l'armée turque ! Fin des bombardements en Syrie et en Irak par l'armée turque et les armées impérialistes occidentales !

Solidarité des organisations ouvrières du monde entier avec le peuple kurde ! Libération de tous les prisonniers politiques kurdes au Proche-Orient et en Europe !

Droit des Kurdes à parler leur langue ! Droit à l'autodétermination des Kurdes et à créer, s'ils le désirent, leur propre État !

Pour un gouvernement ouvrier et paysan en Syrie, en Irak, en Turquie, en Iran ! Pour la Fédération socialiste du Proche-Orient ! Pour le socialisme mondial !

11 août 2015, Bureau international
du Collectif révolution permanente

Grèce : les élections législatives redonnent la majorité relative à Syriza

Syriza, vainqueur des élections législatives du 20 septembre

La Coalition de la gauche radicale (Syriza), le parti grec chéri du PCF, du PdG et du NPA, a trahi les intérêts des travailleurs qui lui avaient fait confiance lors des précédentes élections législatives du 25 janvier et du référendum du 5 juillet [voir *Révolution communiste* n° 12].

Pourtant, Tsipras et son parti semblent avoir réussi leur pari électoraliste. Pour la deuxième fois cette année, ils sont sortis victorieux des élections législatives convoquées après la démission du gouvernement de front populaire Syriza-ANEL. Le soir même, dès les premiers résultats connus, Tsipras, débarrassé de l'aile dissidente de son parti (qui a formé l'Unité populaire, LAE), a renouvelé sa coalition avec le parti bourgeois nationaliste et xénophobe Grecs indépendants (ANEL).

Ces élections faisaient suite à la capitulation du gouvernement le 13 juillet face aux gouvernements de la bourgeoisie, surtout français et allemand, associés aux agences impérialistes BCE, FMI et Commission européenne.

Une abstention populaire en forte progression

L'abstention a bondi de près de 8 % passant de 36 % à un record de 44 %. Cette abstention teintée d'une profonde désillusion touche en premier lieu la classe ouvrière qui avait massivement voté Syriza en janvier et Non au référendum. Par conséquent, tout en perdant plus de 320 000 voix (1 925 904 voix contre 2 246 064, sur 9,8 millions d'inscrits), Syriza l'a emporté avec 35,47 % des suffrages exprimés. Après la base militante qui a subi une véritable hémorragie (30 % de militants en moins, éclatement du mouvement de jeunesse, passage de nombreuses sections à la LAE), c'est au tour de la base électorale de s'effriter. Nul doute que ce processus va s'accélérer quand le programme capitaliste du mémorandum va s'appliquer pleinement contre les masses.

Au programme du nouveau front populaire Syriza-ANEL : privatisations portant sur 50 milliards d'euros, majoration significative du taux de la TVA et d'autres impôts, réduction des dépenses publiques et sociales, report de l'âge de la retraite à 67 ans, lois facilitant des licenciements collectifs, restriction des droits syn-

dicaux et du droit de grève, remise en cause des conventions collectives.

Reconduit, faute de mieux

Comment expliquer un tel résultat alors que les masses grecques ont été trahies comme rarement après le référendum du 5 juillet ? Tout d'abord, Syriza a mené campagne sur le thème du moindre mal en expliquant qu'il limiterait la politique de la troïka, contrairement aux partis bourgeois Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) et Nouvelle démocratie (ND). Cette pitoyable argumentation est relayée par le PCF qui continue à expliquer aux travailleurs grecs (et français) qu'il faut croire aux phrases des bonimenteurs réformistes.

> *Dans son nouveau « projet de programme de gouvernement », Syriza garde cependant la barre à gauche : « défense du régime des pensions ; défense des salariés du public et du privé ; aide accrue aux travailleurs indépendants ; lutte contre l'évasion fiscale ; système d'imposition plus efficace, et défense du patrimoine public ». Le tout agrémenté d'un renforcement des formes d'économie sociale et solidaire et de la protection des biens communs « à travers le soutien de l'État social ».* (*L'Humanité*, 18 septembre 2015)



Le plan de Tsipras, c'est le mémorandum. Le NPA et le PdG ont retiré leur soutien enthousiaste à Syriza, mais le PCF s'obstine.

Ensuite, en politicien cynique, le Premier ministre sortant a convoqué des élections avant que les mesures contenues dans le 3e mémorandum ne produisent leurs premiers effets. Enfin, ses adversaires n'ont guère profité des volte-face de Syriza.

Les grands partis de la bourgeoisie, la ND et le Pasok n'ont pas surmonté leur crise. La ND se maintient à 28 % des suffrages exprimés mais perd 192 000 voix. Le Pasok regagne des voix (52 000) mais à un étiage très faible (6,3 %). Le parti nazi XA (Aube dorée) est le troisième parti avec 7 % des voix,

Du côté des organisations de la classe ouvrière, aucune perspective soviétique et révolutionnaire n'est avancée par la Coopération anticapitaliste de gauche (Antarsya) ou par le Parti communiste de Grèce (KKE), ni de front unique ouvrier et de rupture avec la bourgeoisie par la LAE (dont la moitié des députés avait voté le mémorandum et qui a choisi le nom de la coalition qui a trahi la révolution chilienne, donc mené le prolétariat à la défaite). Au contraire, le nouveau parti issu de Syriza s'est contenté de reprendre le programme politique réformiste dit de Thessalonique d'avant les élections de janvier 2015 en ajoutant la sortie de la zone euro. Ses candidats n'ont obtenu que 2,8 % des suffrages exprimés, aucun/e député/e n'a été réélu/e. Le KKE stagne à 5,5 % tout en perdant un nombre significatif d'électeurs (36 000). La coalition de groupes centristes Antarsya a progressé, mais sans toucher les masses : plus de 46 000 voix, 0,85 % des suffrages exprimés.

Pour une solution révolutionnaire

L'application effective du mémorandum va aggraver le sort de la masse de la population et entraînera probablement des luttes. Pour qu'elles soient efficaces, pour qu'elles débouchent sur un gouvernement ouvrier et paysan, et non sur une démoralisation qui ferait le jeu du fascisme, les travailleurs de Grèce ont besoin de mettre sur pied des comités malgré le frein de la Syriza et du KKE. Les plus avancés, dispersés dans des structures réformistes ou sociales-patriotes (KKE, LAE), dans un regroupement centriste (Antarsya) ou des groupes (EEK, OKDE-EP), doivent constituer un parti ouvrier révolutionnaire et internationaliste.

Non à la mise sous tutelle de la Grèce par les impérialismes allemand et français ! Front unique ouvrier contre le plan Merkel-Hollande-Tsipras ! Grève générale à l'appel de la GSEE, de la PAME et de l'ADEDY jusqu'à l'annulation de la dette et au retrait du plan impérialiste !

Séparation de l'Église et de l'État ! Annulation de la dette publique ! Expropriation des banques et des grandes entreprises, à commencer par les armateurs ! Suppression de la TVA sur les produits de consommation des travailleurs ! Plan économique d'urgence pour satisfaire les besoins sociaux !

Retrait de l'OTAN ! Dissolution de l'armée et de la police ! Armement du peuple contre la police et les fascistes ! Droits démocratiques pour les conscrits !

Augmentation des salaires ! Partage du travail jusqu'à disparition du chômage ! Unité des travailleurs locaux et immigrés !

Une seule centrale syndicale, démocratique et de lutte de classe ! Comités rassemblant tous les travailleurs dans les entreprises, les administrations, les quartiers, les villages, les universités, pour le contrôle ouvrier et populaire !

À bas l'État bourgeois grec et l'Union européenne ! Gouvernement ouvrier et paysan basé sur les comités et l'armement populaire ! États-Unis socialistes d'Europe !

23 septembre 2015

Quand la Chine inquiète la bourgeoisie à l'échelle mondiale

Le krach boursier de la Chine capitaliste

Le précédent effondrement boursier en Chine remontait à 2008. Le nouveau a commencé en début juin. Depuis le 12 juin, les capitalisations boursières de Shenzhen et de Shanghai ont diminué de plus de 40 %. Le 24 août a même été qualifié de « lundi noir » à cause de l'effondrement des trois marchés d'actions de la Chine. Ce jour-là, les deux bourses continentales de Shenzhen et Shanghai perdirent respectivement 7,6 % et 8,5 % et celle de Hong-Kong, la 3e du monde, 5,1 %. Ce krach a eu des conséquences sur tout le système financier international. Durant l'été, l'indice FTSE de Londres a chuté de 15 %, l'Euro Stoxx de 15 %, le Dow Jones de New York de 12 %, le Nikkei de Tokyo de 8,3 % et le CAC 40 à Paris de plus de 10 %.

L'existence de capital fictif et de bourses de valeurs mobilières, la succession de la spéculation sur les actions et de l'éclatement d'une bulle financière sont typiques du capitalisme, comme les fluctuations de l'accumulation du capital.

Depuis 1992, les travailleurs sont obligés de vendre leur force de travail au capital, sous la menace du chômage. Que les entreprises soient publiques ou privées (ces dernières emploient désormais 80 % des salariés) est, à cet égard, secondaire (de même que la différence entre l'actionnariat du groupe Renault et celui de Peugeot en France). Le krach est survenu à cause du ralentissement de la croissance de la deuxième économie capitaliste de la planète (12 % du PIB mondial) dont toutes les bourgeoisies du monde appréhendent qu'il se transforme en véritable crise économique, en baisse du PIB.

> *Plus personne ne croit aux 6,8 % prévus pour la Chine en 2015 par le Fonds monétaire international. La baisse des exportations en juillet (– 8,3 %) atteste les problèmes de compétitivité chinois ; la chute des importations reflète l'insuffisance de la demande intérieure ; la baisse continue des prix à la production signale l'excès d'offre et l'existence de surcapacités dans de nombreux secteurs. À en croire l'économiste en chef de Natixis, Patrick Artus, qui signale aussi une stagnation de la consommation d'électricité, la croissance chinoise serait plus proche des « 2 % à 3 % que des 7 % fixés par Pékin ».* (*Le Monde,* 22 août 2015)

Les signes avant-coureurs de la crise étaient là bien avant le krach boursier qui n'est que la forme prise par une crise profonde de toute la production capitaliste.

La diminution du taux de profit explique la crise boursière

En 2014, le secteur immobilier avait déjà connu l'éclatement de sa bulle spéculative, dévoilant l'engorgement de capitaux sur le marché en comparaison avec la possibilité de réaliser des profits. En 2015, plus de 20 % des logements neufs ne trouvent pas preneur.

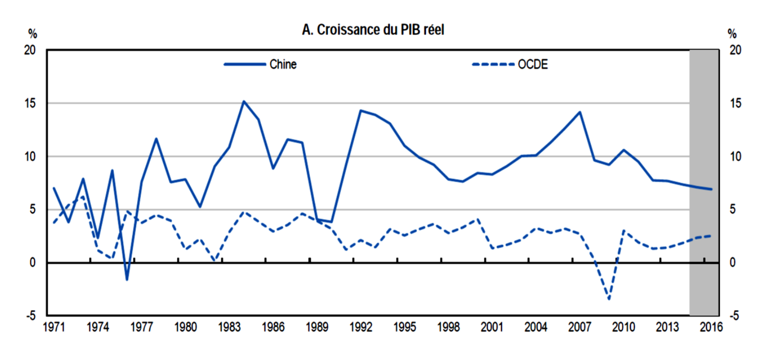
Alors que les capitaux chinois et étrangers se sont valorisés sans grand problème depuis un quart de siècle, grâce à la plus-value extorquée aux centaines de millions d'ouvriers, d'employés et de techniciens, le taux de profit tend désormais à baisser.

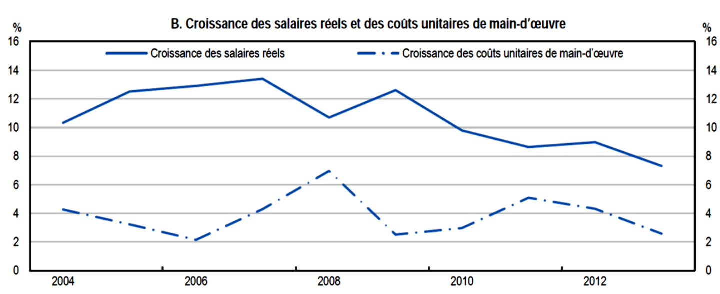
D'une part, le taux d'exploitation a diminué, à cause des hausses de salaire conquises malgré la répression et le monopole syndical du parti unique (en moyenne de 10 % chaque année durant la dernière décennie). D'autre part, la composition technique du capital a augmenté. La concurrence mondiale (et nationale) impose aux capitalistes d'investir dans des moyens de production toujours plus importants et modernes. Trop de capitaux sont investis pour une plus-value extraite du surtravail du prolétariat le plus nombreux du monde.

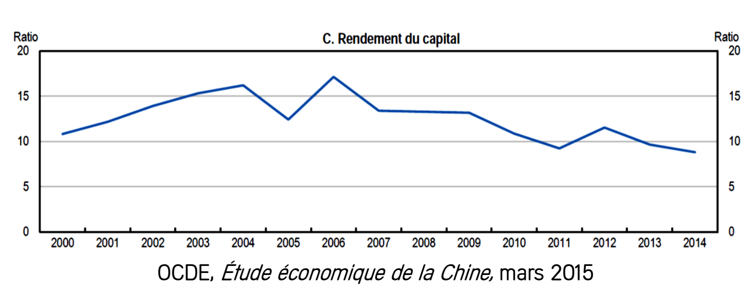
> *Dans ce mode de production, la croissance économique est déterminée, non par les besoins sociaux, mais par l'appropriation par le capitaliste du travail qu'il ne paye pas et le rapport de ce travail au travail matérialisé, en d'autres termes, par le profit et le rapport du profit au capital engagé ; d'où il résulte que la production s'arrête, non lorsque les besoins sont satisfaits, mais lorsque l'impossibilité de réaliser un profit suffisant commande cet arrêt.* (Marx, *Le Capital,* III, 1867-1875, ch. 15)

Le taux de croissance chute, même s'il reste supérieur aux performances de la zone euro (prévision de +1,4 %) et des États-Unis (+2,4 %). Depuis janvier 2015, le volume des échanges commerciaux de la Chine a diminué de 7,3 %. La production industrielle a cessé d'augmenter, pour la première fois depuis la crise capitaliste mondiale de 2007-2009.

> *Vendredi 21 août, l'annonce d'une contraction marquée de l'activité manufacturière en Chine - la plus forte depuis 2009 - a ravivé les craintes sur l'état réel de la deuxième économie mondiale et prolongé le blues des marchés.* (*Le Monde,* 23 août 2015)







OCDE, *Étude économique de la Chine*, mars 2015

Bien que la crise mondiale n'ait entraîné en 2008-2009 qu'un ralentissement de la croissance chinoise, le gouvernement de Hu Jintao avait à l'époque recouru à un « plan de relance » équivalent à ceux des autres États bourgeois. En fait, la dévalorisation partielle de capital et l'augmentation du taux d'exploitation dans les centres impérialistes avaient permis la restauration temporaire de la profitabilité et une reprise de l'accumulation du capital à l'échelle mondiale à partir de la fin de 2009 qui a profité à la Chine.

Xi Jinping s'efforce d'atténuer le krach

L'État est intervenu sur les marchés financiers pour soutenir *« l'économie nationale »*. D'abord, il a baissé les taux directeurs de la banque centrale, la BPC, comme en 2009. Mais cela a échoué.

Il a sorti alors l'artillerie lourde. Appuyé sur les plus importantes réserves en dollars au monde (détenues par la banque centrale chinoise, et les grands fonds d'investissements souverains), le gouvernement a injecté en juillet l'équivalent de 180 milliards d'euros par rachat de titres ou aide aux entreprises financières. Le gouvernement a aussi promis des exonérations d'impôts sur les bénéfices pour les boursicoteurs conservant leurs actions. En outre, il a menacé les courtiers qui faisaient leur métier, c'est-à-dire spéculer (en l'occurrence, à la baisse du prix des actions) en utilisant les marchés d'actions et de produits dérivés que l'État a mis en place pour cela (contrats à terme, options, etc.). Au nom de la lutte contre la fraude, quelques centaines de traders et agents boursiers ont été arrêtés. Le gouvernement a même trouvé comme bouc émissaire du krach… un journaliste.

> *Wang Xiaolu, un journaliste du magazine « Caijing », a été mis en détention après la récente tempête boursière chinoise, pour diffusion de fausses nouvelles sur les titres et les marchés à terme.* (*Le Monde,* 31 août 2015)

Le gouvernement paniqué recourt à des dévaluations successives du yuan, lance un autre plan keynésien de relance et s'efforce de restructurer le grand capital.

> *Le plan gouvernemental « Fabriqué en Chine 2025 » a pour objectifs immédiats d'augmenter la qualité, la productivité et l'automatisation, ainsi que le recours aux machines à commande numérique, toutes techniques répandues dans les producteurs d'envergure mondiale. Un soutien à l'investissement pourrait aider à combler l'écart.* (*The Economist,* 12 septembre 2015)

Mais, en procédant ainsi, il contribuera à la hausse de la composition organique du capital et la baisse relative du travail vivant, source ultime de tous les profits. La Chine ne peut échapper aux contradictions du capitalisme.

Les risques internationaux du ralentissement de la croissance chinoise

En Amérique latine, la Chine est devenue en 2014 le premier client du Brésil (15,9 % des échanges), devant les États-Unis (11,1 %), ainsi qu'au Chili (23,2 % contre 11,7 % pour les États-Unis), au Pérou (17,1 % contre 13,3 %) et au Venezuela (21,3 % contre 7,8 %). En Argentine, la Chine reste le second client (6,4 %) loin derrière le Brésil.

En Afrique, la concurrence entre grandes multinationales fait rage mais en une dizaine d'années, la Chine est devenue le premier client de la Zambie, de l'Afrique du Sud, de l'Angola, du Nigéria. Dans tous les cas, les IDE chinois arrivent pour extraire des matières premières et écouler du « made in China ».

Le ralentissement de la croissance économique sur place conduit à la baisse des importations d'énergie, de matières premières et de biens intermédiaires. Les pays exportateurs d'énergie (Venezuela, Angola, Russie…), de minerais (Chili, Pérou, Zambie, Afrique du Sud…), de produits agricoles (Brésil…) sont suscep-

tibles d'être violemment touchés, alors que certains d'entre eux sont déjà en récession (Russie, Brésil...).

Les pays asiatiques très dépendants des échanges de matières premières et de pièces électroniques avec la Chine comme la Malaisie, Singapour, Taiwan et la Corée du sud auront du mal à ne pas entrer en crise en 2015.

Les pays avancés qui exportent leurs produits manufacturés vers la Chine (Japon et Allemagne) seraient aussi affectés.

> *D'un pays à l'autre, les expositions sont très différentes dans la zone euro. L'Allemagne concentre à elle seule près de 60% des exportations de la zone euro vers la Chine. À moins d'une nouvelle accélération de la demande émanant des autres grands marchés d'exportation, le ralentissement de la croissance chinoise pourrait ainsi pénaliser l'économie allemande.* (Gareis, *Special Report,* Natixis, 4 septembre 2015)

La banque centrale étasunienne envisageait de remonter les taux directeurs, mais le 17 septembre, elle a repoussé cette décision à cause du ralentissement de la croissance chinoise et des menaces sur celle des États-Unis. Pour l'instant, toutes les grandes banques centrales poursuivent leur politique monétaire de type keynésien pour tenter de stimuler leur capitalisme, quitte à alimenter de nouvelles bulles financières.

Le ralentissement de la croissance domestique ne diminuera pas les ambitions internationales des groupes capitalistes chinois.

L'affirmation économique de l'impérialisme chinois

En 2015, selon le magazine *Forbes,* 106 des 500 premiers groupes mondiaux (par la valeur du capital) sont chinois. Sa monnaie est devenue la cinquième dans les paiements mondiaux, loin derrière le dollar américain (87 %) et l'euro (6,6 %) mais au coude à coude avec le yen japonais et la livre sterling (entre 2 % et 3 % des paiements chacune).

Les groupes capitalistes chinois investissent à l'étranger pour racheter partiellement (ex : PSA) ou complètement (ex : Pirelli) des grandes entreprises. Le flux des investissements directs à l'étranger s'est élevé à 103 milliards de dollars en 2014, soit l'équivalent des investissements étrangers en Chine (108 milliards). Cette année-là, la Chine était le 3e investisseur mondial.

Dernier épisode de la lutte pour sa sphère d'influence dans le monde, le gouvernement chinois a créé en décembre 2014 une Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII). La bourgeoisie de Chine a répondu de cette manière à ses rivales du Japon et des États-Unis qui veulent mettre en place un traité transpacifique (TTP) contre elle.

> *Si nous n'écrivons pas les règles dans cette région, la Chine le fera.* (Obama, *Wall Street Journal,* 28 avril 2015)

47 États ont approuvé le projet. Non seulement les puissances économiques dites « émergentes » (Brésil, Russie, Inde, Afrique du sud) ont adhéré, mais la BAII compte aussi comme membres nombre d'alliés historiques des États-Unis : la Corée du Sud, l'Australie, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie....

> *Il est extrêmement rare pour la Grande-Bretagne de prendre une position de politique étrangère en contradiction avec celle de son plus proche allié et le plus important, l'Amérique... La question est de savoir comment l'Amérique interprète les plans de la Grande-Bretagne qui a annoncé le 12 mars, pour joindre la nouvelle infrastructure asiatique de banque d'investissement de la Chine (BAII) comme un actionnaire fondateur. La Chine, naturellement, est enthousiaste. La plupart des autres observateurs sont déconcertés.* (*The Economist*, 13 mars 2015)

Pour l'État chinois, il s'agit de consolider et de développer les gazoducs, oléoducs, routes, voies ferrées, ports, aéroports qui transportent les marchandises entrant et sortant de Chine, notamment à destination de l'Europe, l'un des principaux débouchés. Les investissements chinois bousculent les *« sphères d'influence »* japonaise, étasunienne et russe. Les nouvelles *« routes de la soie »* concernent le Kazakhstan, le Pakistan, l'Afghanistan, la Russie.

> *Les entreprises chinoises ont signé 1 786 contrats de projets dans tous les pays le long de la route de la soie au cours des sept premiers mois de cette année, ce qui équivaut à peu près à la moitié de la valeur totale des contrats à l'étranger, selon des sources officielles. Les contrats pour les projets ont totalisé 49,44 milliards de dollars, en hausse de 39,6 % sur l'année, ce qui représente 44,9 % du total au cours de la période.* (*Xinhuanet.com,* 19 août 2015)

Les BRICS ne constituent pas un bloc homogène. Derrière l'unité de façade entre Russie et Chine, celle-ci vise aussi la zone d'influence du fragile impérialisme russe, en particulier le Kazakhstan.

> *Le Kazakhstan est d'ores et déjà un terrain d'affrontement avec l'autre grande puissance régionale : la Russie.* (*Le Monde,* 15 août 2015)

Et malgré les accords « gagnant-gagnant » signés par Poutine et Xi, ce sont les capitalistes chinois qui s'installent en Russie et non l'inverse. Les rivalités en Asie ne sont pas uniquement économiques, l'État chinois appuyant ses groupes capitalistes par la diplomatie et le militarisme.

L'affirmation militaire de l'impérialisme chinois

La modification de la constitution japonaise par le premier ministre Shinzo Abe, le 27 août 2015, permet à son pays de participer à des missions militaires à l'étranger.

En déplaçant sa flotte, en manœuvrant militairement en mer de Chine, le gouvernement Obama multiplie et renforce les accords militaires avec le Japon, les Philippines, le Vietnam et l'Australie pour mieux contrer l'émergence chinoise.

De son côté, le gouvernement chinois développe le concept de *« rêve chinois »* avancé par Xi Jinping à son arrivée au pouvoir et veut disposer d'une *« armée puissante »* pour intimider ses rivaux et ses vassaux.

> *La sécurité des intérêts outre-mer dans l'énergie et les ressources, les voies maritimes stratégiques, ainsi que des institutions, du personnel et d'actifs présents à l'étranger, est devenue une préoccupation majeure.* (*Livre blanc du gouvernement chinois,* cité par *Le Monde,* 30 mai 2015)

Le budget militaire chinois est le deuxième au monde. Sa marine en constante croissance navigue dans le monde entier et la Chine dispose d'un porte-avions et plusieurs autres sont en chantier. En guise de démonstration de force, il a organisé un défilé militaire exceptionnel le 3 septembre pour fêter la victoire de la Chine contre les armées japonaises en 1945. La cérémonie a rassemblé 30 chefs d'État dont Poutine.

En conséquence, les zones aériennes de survol sont de plus en plus disputées en mer de Chine, les îlots revendiqués par la Chine y sont l'objet d'escarmouches. Chaque pays consolide tout atoll qu'il détient : la Chine a ainsi, ces deux dernières années, poldérisé plusieurs îlots en base militaire comme l'ont fait l'Australie, les États-Unis et le Japon.

La seule classe capable d'éviter la catastrophe est le prolétariat de toute la région, dont le plus important numériquement est celui de Chine.

La classe ouvrière doit prendre le pouvoir

Bien que la police et les triades (mafieux) aient vaincu le mouvement de la jeunesse pour élargir les libertés démocratiques à Hong Kong, le prolétariat et la jeunesse de la presqu'île ne sont pas prêts à abandonner les droits qu'ils conservent et que la tyrannie de Pékin met en cause.

Bien que la police et les forces spéciales tentent de réprimer les manifestations pour l'environnement, contre les expulsions des terres, les actions collectives dans les entreprises, celles-ci se multiplient. Les grèves ont triplé ces trois dernières années, selon le *China Labour Bulletin* de Hong Kong. Pour 2014, il en a dénombré 1 379.

La classe ouvrière a la force d'affronter et vaincre la nouvelle bourgeoisie et son parti unique, d'arracher le droit de s'organiser en syndicat et en parti, de faire grève et de publier ses propres journaux et émissions de télévision.

Elle est capable de prendre la tête de tous les exploités et opprimés, de rallier à sa cause les paysans pauvres afin de mettre au pas les spéculateurs ou les accapareurs de terre et d'établir librement des coopératives, de garantir aux minorités nationales (Tibétains, Ouigours...) les droits linguistiques et le droit à la séparation, d'attirer les étudiants et les intellectuels en assurant la liberté d'opinion, d'information, de création, de discussion, d'organisation.

Les revendications démocratiques les plus élémentaires sont incompatibles avec le gouvernement Xi et le monopole politique du PCC, devenu le parti des capitalistes.

La révolution ouvrière et populaire ne se bornera pas aux tâches démocratiques. Les travailleurs, en créant leurs propres organisations, en affrontant la classe dominante et son État, seront conduits au contrôle ouvrier et populaire sur la production et la distribution, à la mise en cause de la propriété privée, à l'expropriation des capitalistes nationaux et étrangers.

Pour vaincre, ces organes de la majorité de la population devront se coordonner, se fédérer, s'armer, constituer un gouvernement ouvrier et paysan. Un tel pouvoir aura pour tâche de remettre les décisions économiques aux mains des producteurs associés, d'étendre la révolution sur le continent, de réaliser les États-Unis socialistes d'Asie.

Pour qu'une telle alternative à l'exploitation et au despotisme voie le jour, il est urgent de constituer dans toute la Chine un parti ouvrier révolutionnaire de type bolchevik, section d'une internationale ouvrière révolutionnaire dont le but sera le communisme.

23 septembre 2015

La crise du POI



Le Parti ouvrier indépendant (POI) est plongé depuis le printemps dans une crise qui met aux prises deux fractions. Son éclatement en deux organisations distinctes, se réclamant toutes deux du POI, est aujourd'hui consommé. Les lecteurs d'*Informations ouvrières*, le journal du POI, n'ont rien su des positions politiques qui s'affrontent. D'ailleurs, le site du POI est *« en travaux »* depuis des mois et celui de l'hebdomadaire n'est plus alimenté depuis début juillet 2015.

D'un côté, on trouve une majorité de l'ancien bureau national du POI, avec Marc Lacaze et le rédacteur en chef de l'hebdomadaire, de l'autre la minorité, autour de Daniel Gluckstein, avec Jean-Jacques Marie et François de Massot. Cette minorité, qui compterait quelques 650 militants, a d'abord tenté de se constituer en tendance, ce qui lui a été refusé car ce courant n'a jamais su fonctionner de manière démocratique. Le 18 juillet parait un nouveau journal, *La Tribune des travailleurs,* dans lequel Gluckstein, Markun et Schivardi, anciens secrétaires nationaux du POI, démis de leurs mandats par la fraction majoritaire, déclaraient que cette publication *« s'inscrit dans la continuité, celle qui nous a vus participer dès 2008 à la fondation du Parti ouvrier indépendant et elle s'inscrit dans ce POI des origines »*. Hélas !

Constats d'huissier, changement de serrures des locaux, main basse sur les comptes, menaces de poursuite et autres lettres recommandées tiennent lieu et place de discussion politique. Il est probable que l'explosion du POI entraînera la dislocation de ce qui reste du lambertisme international et qu'elle conduira plusieurs centaines de militants, âgés et las, à prendre leur retraite politique, tandis que plusieurs centaines d'autres en profiteront pour poursuivre leur carrière dans les appareils syndicaux en se débarrassant de toute contrainte politique.

Sur le cadavre de la 4e Internationale

Le POI, Lutte ouvrière, le Nouveau parti anticapitaliste et les multiples groupes « trotskystes » français ont leur origine commune dans la destruction de la 4e Internationale en 1949-1953. Le NPA est issu de ceux qui l'ont détruite, le POI de ceux qui ont abandonné plus tard son programme, LO n'existerait pas si la 4e Internationale n'avait pas été détruite.

D'où la subordination de LO aux staliniens défroqués du PCF et à la bureaucratie corrompue de la CGT, son intégration grandissante à l'appareil de la CGT. D'où la liquidation de la LCR dans un parti semi-réformiste, le NPA, l'adaptation de ce NPA au PCF et à EELV, son intégration dans les appareils de Solidaires, de la CGT et de la FSU, le départ d'une partie du NPA vers le Front de gauche. D'où la liquidation du PCI dans le PT -POI réformiste et social-chauvin, sa subordination à la bureaucratie de FO, ses accointances avec la franc-maçonnerie, son intégration à l'appareil de FO et celui de la CGT, la scission du POI.

De quoi Lambert est-il le nom ?

Les deux fractions se revendiquent du *« lambertisme »*. Pierre Lambert (1920-2008) n'est apparu au grand public que lors de la candidature présentée par le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT) à l'élection présidentielle de 1988 (sous son vrai nom : Pierre Boussel, 0,38 % des voix). Son héritage politique est tout autant dans le Parti de gauche (Mélenchon, Corbière, Revol… viennent de l'OCI-PCI) et dans le Parti socialiste (Jospin, Cambadélis, Assouline…) que dans les deux fractions du POI.

Lambert a détruit la section française de la 4e Internationale et a collaboré toute sa vie avec la bureaucratie syndicale contre-révolutionnaire. En 1972, il est à la tête de l'OCI quand se forme l'Union de la gauche (UG), un front populaire entre le PS, le PCF et le MRG (aujourd'hui Parti radical de gauche). Le premier mouvement de Lambert converge avec la position de la LCR : pousser le front populaire vers la gauche. Just, un autre dirigeant de l'OCI, parvient à convaincre le comité central qu'il faut opposer frontalement à l'UG le gouvernement ouvrier, ce qui renforce l'OCI durant les années 1970 face à la LCR et à LO.

Mais, en 1978, l'OCI ne présente pas de candidats aux élections législatives. En 1980, suivant Lambert et Moreno, contre Just, le PCI, au lieu de présenter sa/son candidat/e à l'élection présidentielle de 1981, fait campagne pour le vote au premier tour pour le candidat du PS (Mitterrand), dont la victoire électorale est censée ouvrir une situation révolutionnaire.

Une fois Mitterrand élu, en 1982, l'UNEF, que dirige le PCI, cesse de boycotter les organismes de cogestion universitaire mis en place par De Gaulle pour éviter la répétition de la révolte étudiante de mai 1968.

Les partis ouvriers bourgeois, le PS et le PCF, comme il fallait s'y attendre, gouvernent au compte de la bourgeoisie française. Lambert axe le PCI sur la pression sur la *« majorité PS-PCF »* de l'Assemblée nationale et sur le gouvernement bourgeois.

> *La logique politique d'appel à voter dès le premier tour s'est développée : refus d'élaborer un pro-*

gramme d'action anticapitaliste, refus de mettre en cause le gouvernement « d'Union de la gauche », suppliques adressées au gouvernement, bavardages sur « l'Assemblée nationale doit voter telle loi, telle autre loi etc. » (Stéphane Just, *Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI,* 1984, GB, p. 31)

En 1984, après avoir tant espéré du parlement et même du gouvernement de front populaire, Lambert tourne brutalement sa veste en décrétant que le PS n'est plus un parti ouvrier (*« la classe ouvrière n'est plus représentée »*) et en redoublant d'opportunisme (*« la ligne de la démocratie »*). Du tournant réformiste découle la liquidation du PCI.

En 1991, le Parti des travailleurs est proclamé. Mais il y a déjà deux partis ouvriers bourgeois en France, deux partis sociaux-chauvins, ce qui lui laisse peu de place. Le PT assimile le PS au totalitarisme (une variante du « social-fascisme » des staliniens de la 3e période), défend « la République » (comme la franc-maçonnerie, le Parti radical, le PS et le PCF), s'axe contre l'Union européenne (comme le PCF, une partie du PS dont Mélenchon et Fabius, une partie du RPR dont Pasqua, le FN), s'associe à un parti bourgeois souverainiste (le MRC). Un de ses fondateurs, Hébert, flirte même avec le FN.

Le POI se décompose

En 2007, le PT apporte son soutien à un *« candidat des maires »* (Schivardi) à l'élection présidentielle : 0,34 % des votes. En 2008, après la mort de Lambert, le PT se transforme en Parti ouvrier indépendant.

L'OCI-PCI devenue PT-POI, c'est la dégénérescence irréversible d'une organisation qui a troqué le programme de la prise du pouvoir par la classe ouvrière pour la *« défense de la République »*, qui a substitué à l'internationalisme prolétarien la *« défense de la souveraineté nationale ».* Le lambertisme n'est qu'une école de bureaucrates syndicaux et de politiciens sociaux-démocrates.



Chaque brochure, 2 euros

Le POI est le larbin de la bureaucratie de FO, il double le PCF sur le terrain du chauvinisme et il converge fâcheusement avec le FN. Comme de coutume, puisque FO y participait, le POI a soutenu sans réserve la journée d'action du 9 avril [voir *Révolution communiste* n° 10].

« *Fallait-il jeter toutes nos forces dans la balance pour la réussite du 9 avril ? Oui, et nous l'avons fait. »* répond en écho la minorité qui ne voit là rien à redire. Dès lors, le reproche que la minorité adresse à la majorité *« les trotskystes doivent cependant se garder de confondre la réalisation de l'unité d'action intersyndicale avec la réalisation de la lutte des classes elle-même »*, la concerne tout autant.

La minorité qui crie aujourd'hui au loup, qui prétend « *revenir à une politique de construction du parti »*, reste sur une politique de parti réformiste et social chauvin, donc sur une d'opposition à la construction du parti révolutionnaire mondial.

Gluckstein et Lacaze disent tous deux : oui à la transformation du PCI en PT-POI, oui à la *« ligne de la démocratie »*, oui à la jonction avec *« les élus »* de tout bord, oui à *« l'Assemblée constituante souveraine »,* oui à *« la rupture avec l'Union européenne »*, oui à *« la République une et indivisible »*... mais rien pour en finir avec l'État bourgeois, rien pour les États-Unis socialistes d'Europe, rien pour les comités de grève et les soviets, rien pour les piquets de grève et l'armement du peuple, etc.

Le programme de « défense de la démocratie » pour les pays avancés est un programme de réaction. (Léon Trotsky, *Une leçon toute fraiche*, 10 octobre 1938, *Œuvres*, ILT, t. 19, p. 61)

L'effondrement du POI est la dernière occasion, pour les militantes et militants qui en sont encore capables, de revenir dans la voie de Lénine et de Trotsky, de briser le carcan du réformisme et du chauvinisme. À ceux-là, il faut une boussole, un programme pour construire l'internationale de la révolution socialiste mondiale et dans ce pays un vrai parti ouvrier, c'est-à-dire ouvertement et fermement révolutionnaire. À ceux-là, le Collectif révolution permanente et le Groupe marxiste internationaliste peuvent être une aide précieuse.

Cimenter ces éléments marxistes, si peu nombreux qu'ils soient au début, rappeler en leur nom les paroles aujourd'hui oubliées du socialisme authentique, convier les ouvriers de tous les pays à rompre avec les chauvins et à se ranger sous le vieux drapeau du marxisme : telle est la tâche de l'heure. (Vladimir Lénine et Grigori Zinoviev, *Le Socialisme et la guerre*, août 1915, GMI, p. 34)

23 septembre 2015

1915 : les conférences internationales des femmes et des jeunes socialistes

L'effondrement de l'Internationale en août 1914 et la trahison de ses principaux partis laissent les travailleurs sans liens internationaux.

Les conférences de partis des pays neutres

Certains partis ouvriers de pays neutres, prennent des initiatives. L'offre du Parti socialiste d'Amérique (SPA), en septembre 1914, de prendre en charge une conférence internationale échoue.

Le Parti socialiste suisse (SPS/PSS) et le Parti socialiste italien (PSI) se rencontrent à Lugano en septembre 1914 pour souhaiter une réconciliation de tous les partis et au sein de tous les partis.

Des partis du Danemark (SD), de Norvège (DNA), des Pays-Bas (SDAP) et de Suède (SAP) organisent une conférence commune à Stockholm et à Copenhague, en janvier 1915. La conférence de Copenhague s'adresse aux gouvernements des pays neutres, pour leur proposer d'agir comme médiateurs entre les puissances belligérantes en faveur de la cessation de la guerre.

Les conférences « socialistes » d'appui à la guerre inter-impérialiste

D'un côté, la conférence de Vienne, en avril 1915, regroupe les émissaires des partis « socialistes » de la Triple alliance (Allemagne, Autriche).

De l'autre, la conférence de Londres, en février 1915, rassemble les socialistes des pays de l'Entente : Belgique, France, Grande-Bretagne, Russie… Dès son annonce, le POSDR-bolchevik, propose en vain d'y agir en commun à Notre parole (NS), un regroupement intermédiaire du POSDR animé par Trotsky.

> *Nous vous proposons le projet de déclaration suivant : les représentants des organisations sociales-démocrates de Russie, d'Angleterre, etc. ont la conviction que la guerre actuelle est une guerre impérialiste… une guerre de l'époque du dernier stade du capitalisme où les États bourgeois dans le cadre des frontières nationales ont fait leur temps… C'est pourquoi il est du devoir absolu des socialistes de toutes les puissances belligérantes d'appliquer la résolution du congrès de Bâle, à savoir : rompre les blocs nationaux et l'Union sacrée dans tous les pays ; appeler les ouvriers de tous les États belligérants à une lutte de classe énergique contre la bourgeoisie de leur propre pays… ; condamner résolument tout vote de crédits militaires ; se retirer des gouvernements bourgeois de Belgique et de France… ; tendre immédiatement la main aux éléments internationalistes de la sociale-démocratie allemande… ; soutenir toutes les tentatives de rapprochement et de fraternisation dans l'armée…* (Vladimir Lénine, *Lettre à NS*, novembre 1914, *Œuvres* t. 21, p. 123)

Le Parti bolchevik n'est pas invité à la conférence mais Maximovitch (Litvinov) s'y présente malgré tout. Comme il réclame à la tribune le retrait des socialistes des gouvernements bourgeois, la rupture avec les impérialistes, le refus de collaborer avec eux, une lutte énergique de chacun contre son propre gouvernement impérialiste et la condamnation du vote des crédits militaires, il est interrompu par la présidence qui lui retire la parole. Le représentant du parti letton (LSDSP) se solidarise avec le porte-parole bolchevik.

La conférence internationale des femmes

Les bolcheviks tentent de rompre leur isolement initial et de défendre l'internationalisme à toute occasion.

> *Inessa Armand, au nom du journal bolchevik pour les femmes « Rabotnitsa » proposa en novembre 1914 une rencontre des femmes représentant la gauche révolutionnaire.* (Craig Nation, *War on War*, 1989, Haymarket, p. 68)

Armand et Alexandra Kollontaï —une menchevik qui a rejoint au début 1915 le Parti bolchevik pour sa position sur la guerre— s'adressent à Clara Zetkin, secrétaire du bureau international de l'Internationale des femmes socialistes. Celle-ci est aussi fondatrice du Groupe l'Internationale du SPD allemand (GI), avec Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, qui s'oppose à la guerre mais ne rompt pas avec le SPD. Elle répond favorablement et organise une conférence à Berne (Suisse) en mars 1915 qui permet, pour la première fois depuis la déclaration de la guerre, à des socialistes d'États qui s'affrontent de se rencontrer.

Le BSI de l'Internationale ouvrière condamne l'initiative et la direction du SPD interdit d'y participer. Les Autrichiennes et les Belges ne peuvent s'y rendre. Néanmoins, elle regroupe une trentaine de déléguées d'Allemagne (dont Käte Duncker), de France (dont Louise Saumoneau), de Grande-Bretagne, d'Italie (dont Angelica Balabanova), de Hollande, de Pologne et de Russie.

> *À Berne, la discussion fut vive. Si toutes les déléguées étaient d'accord pour tenter de mobiliser davantage les femmes des pays belligérants contre la guerre, bolcheviks et Polonais voulaient aller plus loin… Fut adoptée, contre les voix des déléguées bol-*

cheviques et polonaises, une résolution rédigée par Käte Duncker et Angelica Balabanova qui condamnait la guerre sans condamner explicitement les partis socialistes qui la soutenaient. (Gilbert Badia, *Clara Zetkin*, 1993, Éditions ouvrières, p. 154, 155)

La résolution du Parti bolchevik est repoussée. La résolution soutenue par Zetkin est adoptée par 26 voix (GI allemand, ILP britannique, PS-SFIO, POSDR-menchevik russe, PSI italien, SDAP néerlandais, SPS de Suisse) contre 6 (SDKP-roslamowcy polonaise : Anna Kemenska ; POSDR-bolchevik russe : Inessa Armand, Nadejda Kroupskaïa, Zina Zinovieva, Olga Ravich, Elena Rozmirovich).


Jugend-Internationale
(Deutsche Ausgabe)
Kampf- und Propagandaorgan der internationalen Verbindung sozialistischer Jugendorganisationen

Nr. 1 | Preis per Einzelnummer: Schweiz 10 Cts. Deutschland 10 Pfg., Oesterreich 10 Heller. Erscheint vierteljährlich. | Zürich, 1. September | Redaktion und Verlag: Sekretariat der internationalen Verbindung sozialistischer Jugendorganisationen Zürich, Werdstr. 40 | 1915

An die sozialistische Jugend aller Länder!

Freunde! Kameraden! Kräftig regt sich in allen Ländern ein Teil der Sozialisten, um durch Wiederaufnahme von klassenkämpferischen Aktionen dem schrecklichsten aller Kriege ein baldiges Ende zu bereiten. Unermüdlich und mit bewunderungswerter Ausdauer schaffen unter den schwierigsten Verhältnissen ein Teil der Genossen in **Deutschland** an der Verwirklichung dieses Zieles. In unser aller Erinnerung sind noch die heldenmütigen Kämpfe der **italienischen** Genossen gegen den Krieg lebendig, Kämpfe, die zu den bedeutendsten Taten der proletarischen Bewegung überhaupt gehören. Und heute schon rüstet das italienische Proletariat wieder, durch seine Macht und Geschlossenheit das Hinschlachten seiner Söhne zu erschweren und wenn möglich ganz zu verhindern. Mit gleicher Begeisterung und opferfreudiger Hingabe wirken und schaffen auch i… **England, Serbien** und al… an dem Werke der Völker…

Kameraden! Junge S… Gewalt versuchen die vom… aller Länder, zu Schanden… sozialpatriotischen Arbeiter… Genossen zu unterbinden… ersticken. In Deutschland… sind Massenverhaftungen unserer Kameraden und Freunde…

Deux conceptions du monde, deux opinions sur la guerre et les tâches de l'Internationale, deux tactiques des partis prolétariens, se sont heurtées à la conférence.

Première position : il n'y a pas eu faillite de l'Internationale, il n'y a pas d'obstacles profonds et sérieux à un retour du chauvinisme au socialisme, l'opportunisme n'est pas un puissant « ennemi intérieur », il n'y a pas de trahison délibérée, indubitable, évidente, du socialisme par l'opportunisme. D'où cette conclusion : ne condamnons personne, accordons l'« amnistie » à ceux qui ont violé les résolutions de Stuttgart et de Bâle, bornons-nous à recommander une orientation plus à gauche, à appeler les masses à manifester.

Le second point de vue sur toutes les questions que nous venons d'énumérer est absolument opposé. Rien ne saurait être plus préjudiciable et plus funeste à la cause prolétarienne que de continuer d'agir d'une manière diplomatique au sein du parti à l'égard des opportunistes et des social-chauvins. Si les femmes opportunistes et adeptes des partis officiels d'aujourd'hui ont pu accepter la résolution de la majorité, c'est parce que cette résolution est inspirée d'un bout à l'autre par l'esprit de diplomatie. C'est ainsi qu'on aveugle les masses ouvrières, dirigées aujourd'hui précisément par les sociaux-patriotes officiels. (Vladimir Lénine, *La Lutte contre le social-chauvinisme*, juin 1915, *Œuvres*, Progrès, t. 21, p. 203)

La conférence internationale des jeunes

La Fédération internationale des jeunes socialistes avait mené une campagne antimilitariste jusqu'en 1914. Ils continuent à s'opposer majoritairement à la guerre malgré leur dispersion organisée par les sociaux-patriotes (le secrétaire international, Robert Danneberg, cadre du SDAP autrichien, refuse de convoquer toute rencontre). Les jeunesses socialistes de Suisse et d'Italie passent outre et organisent une conférence qui se tient en avril 1915 à Berne.

La conférence des jeunes socialistes réunit une quinzaine de délégués de dix pays : Allemagne, Bulgarie, Danemark, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Russie, Suède, Suisse. La résolution bolchevik est écartée et la résolution pacifiste, rédigée par Robert Grimm (SPS) et Angelica Balabanova (PSI), est adoptée par 19 voix contre 3 (POSDR-bolchevik et SDKP-roslamowcy).



brochure

La conférence élit un nouveau secrétariat dont le secrétaire est Willi Müzenberg (SPS depuis 1910, d'origine allemande). Son organe *Jugend Internationale* publie des articles de Lénine et de Liebknecht. La nouvelle organisation internationale de fait attirera progressivement des jeunes de tous les pays.

Divers groupes des Jeunesses de France envoyèrent assez tôt leur adhésion, immédiatement après Zimmerwald. (Alfred Rosmer, *Le Mouvement ouvrier pendant la 1re Guerre mondiale*, 1936, Les Bons caractères, t. 1, p. 311)

Un premier pas vers la rupture avec les sociaux-impérialistes est opéré, à leur corps défendant, par les centristes du SPS/PSS et du PSI. Mais on est encore loin de la nouvelle internationale pour laquelle seul le Parti bolchevik se bat fermement .

Nous avons été témoins, depuis un an que dure la guerre, de bien des tentatives visant à renouer des liens internationaux. Nous ne parlerons pas des conférences de Londres et de Vienne où des chauvins avérés s'étaient réunis pour aider les états-majors généraux et la bourgeoisie de leur « patrie ». Nous pensons aux conférences de Lugano et de Copenhague, à la Conférence internationale des femmes et à la Conférence des jeunes. Ces assemblées étaient animées des meilleures intentions. Mais elles n'ont pas arrêté une ligne de combat internationaliste. (Lénine & Zinoviev, *Le Socialisme et la guerre*, août 1915, GMI, p. 31).

ABC du marxisme : la classe ouvrière est révolutionnaire



Les sociétés humaines se divisent depuis des millénaires en classes. Elles reposent à présent sur les deux pôles opposés du rapport de production capitaliste : la classe ouvrière et la classe bourgeoise. La plus importante numériquement est la *classe ouvrière*, aussi appelée *prolétariat* ; celle-ci ne possède pas de moyens de production, elle vit en vendant sa force de travail contre un salaire. Son noyau est constitué des ouvriers de l'industrie manufacturière, mais elle ne se limite pas à eux, elle comprend les techniciens des usines, les travailleuses et travailleurs exécutants des mines, du bâtiment, de l'agriculture, des transports, du commerce, de la banque et de l'assurance, des cliniques, de la téléphonie, de la restauration et de l'hôtellerie, du nettoyage… Elle représente la classe la plus nombreuse dans les pays « avancés » et les pays « émergents » du 21e siècle, d'autant que se rajoutent à ceux qui ont un emploi salarié « l'armée de réserve » des chômeurs. Elle est en plein développement à l'échelle mondiale. A l'opposé, se trouve la *bourgeoisie*, ou *classe capitaliste* : actionnaires des sociétés de la production, de la distribution et de la finance, mais aussi dirigeants des groupes capitalistes et de l'État, elle acquiert sa richesse en exploitant le travail du prolétariat.

Entre les deux, se trouvent des classes intermédiaires, la *petite bourgeoisie*. La petite bourgeoisie traditionnelle comprend les travailleurs indépendants (professions libérales, exploitants agricoles, artisans, petits commerçants et auto-entrepreneurs) qui vendent directement sur le marché le produit de leur propre travail. La petite bourgeoisie salariée est composée de l'encadrement (à qui le capital donne délégation sur les autres salariés des entreprises), des fonctionnaires (dont le produit du travail n'est pas une marchandise) et des corps de répression. En outre, dans la société, figurent les déclassés et le personnel domestique (qui s'apparente au prolétariat).

La bourgeoisie a joué dans l'histoire un rôle progressiste, notamment en développant l'industrie, la science et les techniques et en accélérant à un rythme foudroyant la productivité du travail humain, en internationalisant l'économie. Le capitalisme est le premier mode de production de l'histoire qui laisse entrevoir la possibilité d'une société d'abondance pour tous. Lors de sa phase ascendante, la bourgeoisie a détruit avec la plus grande résolution les structures économiques, sociales et politiques qui faisaient obstacle à sa progression. Elle jouait un rôle révolutionnaire en renversant les anciennes classes exploiteuses, en mobilisant contre elles la masse du peuple.

Des socialistes utopiques (Saint-Simon…), des anarchistes (Proudhon, Bakounine…), des populistes, des staliniens (Mao, Hô, Guevara, Pol…), des révisionnistes du trotskysme (Bensaïd…) ont prétendu que ce sont d'autres classes qui conduiront à la nouvelle société mais (les technocrates, les artisans, les paysans, les bandits, les étudiants, etc.). Pourtant, la petite bourgeoisie n'a jamais joué un rôle réellement indépendant. Parfois, comme en 1848, elle se sert du prolétariat comme force d'appoint, pour l'abandonner face à la réaction. Lors des crises économiques, les petits-bourgeois peuvent se retrouver ruinés, mais si le prolétariat ne propose pas des mesures énergiques pour les soustraire à la misère, ils peuvent facilement se laisser embrigader par les mouvements les plus réactionnaires et servir d'auxiliaires contre le mouvement ouvrier, les minorités ethniques ou religieuses…

À l'époque du déclin du capitalisme, la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire. Elle peut et doit entraîner dans la révolution les couches inférieures de la petite bourgeoisie semi-exploitée et la majorité de la jeunesse en formation. Ne possédant pas de moyens de production et travaillant souvent sur un mode collaboratif, les prolétaires sont ouverts à la perspective d'abolir la propriété privée des moyens de production et de la remplacer par l'association des producteurs.

Le travail est confronté quotidiennement au capital, par le chômage ou par l'exploitation. Leur condition pousse les travailleurs salariés à se coaliser en syndicats, à faire grève pour améliorer leur salaire et leurs conditions de travail… Ils s'en prennent directement aux profits qui font vivre toute la bourgeoisie. Ils se révèlent les meilleurs combattants de la démocratie abandonnée par la minorité capitaliste. Ce faisant, ils tracent la voie vers l'expropriation des exploiteurs et leur propre pouvoir (Commune de Paris en 1871, soviets russes en 1917…). Un véritable gouvernement ouvrier et paysan ne peut survivre à la réaction qu'en étendant la révolution socialiste aux autres pays.

Pour en finir avec la guerre, la misère et le chômage, pour échapper à l'obscurantisme et au fascisme, pour assurer l'avenir de l'humanité, il n'y a qu'une voie : unir internationalement la classe ouvrière pour en finir avec le capitalisme et aller vers le communisme grâce à la dictature du prolétariat.

> *Que les classes dirigeantes tremblent à l'idée d'une révolution communiste ! Les prolétaires n'y ont rien à perdre que leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner.* (K. Marx & F. Engels, *Manifeste du parti communiste*, 1848)

Déclaration européenne

De l'air, de l'air, ouvrez les frontières !

Plus de 30 000 personnes sont mortes depuis l'an 2000 en essayant de joindre l'Europe. 30 % des migrants viennent du Proche-Orient ou d'Afrique du nord, 30 % d'Afrique subsaharienne et 11 % de la corne de l'Afrique. En 2014, les deux tiers des 5 000 décès de migrants du monde entier ont eu lieu aux portes de l'Europe. La mortalité va de 2 % quand elles passent par les Canaries à 6 % quand elles passent par Malte ou Lampedusa. Au moins 3 000 migrants sont morts en Méditerranée depuis le début de l'année.

Dans toute l'Europe, des partis d'origine ouvrière persécutent les travailleurs étrangers et des partis bourgeois respectables rivalisent dans la xénophobie avec des partis fascisants et anti-immigrés ; des groupes fascistes agressent des migrants en Grèce et en Allemagne ; ceux qui dénonçaient le mur de Berlin édifient des murs à l'entrée de l'Espagne, de la Grande-Bretagne, de la Hongrie, de la Bulgarie et de la Grèce.

Quand les frontières se ferment, les migrations ne cessent pas mais deviennent plus risquées. Les réfugiés sont assassinés par les gouvernements européens, ces hommes à costume et ces femmes à tailleur qui tiennent des propos tantôt hypocrites, tantôt répugnants. Si les gouvernements ouvraient les frontières, l'hécatombe cesserait. Les gouvernements des États européens (ceux de l'Union européenne mais aussi de la Suisse, de la Russie, etc.) ferment leurs frontières aux pauvres venus de Syrie, d'Érythrée, d'Afghanistan… alors qu'ils les ouvrent, par contre, aux riches, aux grands capitalistes, à leurs marchandises, à leurs capitaux. Ils persécutent même des citoyens européens comme la minorité Rom que les nazis avaient tenté d'exterminer en même temps que les Juifs d'Europe.


Erklärung der europäischen Sektionen des Kollektivs Permanente Revolution und der Bewegung zum Sozialismus / Russland

Luft, Luft - öffnet die Grenzen!

Свежего воздуха, свежего воздуха, открыть границы!

Более 30 000 человек погибли с 2000 года, пытаясь попасть в Европу. 30% мигрантов являлись выходцами из Ближнего Востока или Северной Африки, 30% - из Африки южнее Сахары и 11% - из Африканского Рога. В 2014 году две трети из 5 000 случаев гибели мигрантов во всем мире произошло у дверей Европы. Смертность нарастала от 2%, когда мигранты двигались через Канарские острова, до 6%, когда они передвигались через Мальту или Лампедузу. По крайней мере, 3 000 мигрантов погибли в Средиземном море с начала нынешнего года. По всей Европе партии, выступающие от имени рабочего класса, негативно относятся к иностранным рабочим, а респектабельные буржуазные партии соревнуются в ксенофобии с фашистскими и анти-иммигрантскими партиями; фашистские группы нападают на мигрантов в Греции и Германии; те, кто осуждал Берлинскую стену, возводят стены у входа в Испанию, Великобританию, Венгрию, Болгарию и Грецию.

REVOLUTION COMMUNISTE

groupe marxiste internationaliste (collectif révolution permanente)

Libre entrée des réfugiés d'Afrique de l'Est et du Proche-Orient !

Espionnage généralisé, attaques contre le collège et l'hôpital, assez ! p. 2
Le projet du gouvernement contre les collèges p. 7
La conjoncture économique mondiale p. 10
Les crises capitalistes p. 13
Adresse internationale du 1er mai p. 14
Le Proche-Orient sombre dans la barbarie p. 16
Pérou : la lutte d'Islay p. 20
Note de lecture : Rosa Luxemburg p. 20
Les internationalistes contre le courant en 1914 p. 23
La tragédie des migrants en Méditerranée p. 28

n° 11 mai - juin 2015 1 euro

Les déplacements humains ont toujours existé. Actuellement, 3,5 millions de ressortissants britanniques, 1,7 million de ressortissants français sont des émigrés : ils vivent à l'étranger, temporairement ou définitivement, pour des raisons familiales ou professionnelles.

Pour préserver les intérêts de leurs firmes multinationales qui exploitent et pillent dans le monde entier, les gouvernements européens et américain se permettent d'intervenir politiquement et militairement à l'étranger. Ils protègent les régimes islamistes du Golfe (Arabie saoudite, Qatar, etc.) qui répandent le salafisme dans le monde entier, qui financent la réaction islamiste (Frère musulmans, djihadistes) et qui refusent d'accueillir les migrants.

Les États-Unis ont envahi l'Irak et l'Afghanistan, la France a bombardé la Libye. Quand la population de Syrie s'est soulevée contre le despotisme, Assad a bombardé sa population, avec le soutien de l'Iran et de la Russie. Il en a résulté la guerre chronique en Afghanistan, en Syrie et en Irak, l'apparition d'un régime totalitaire (Daech)… et des millions de réfugiés supplémentaires.

Ceux-ci sont, pour la grande majorité, accueillis par les pays voisins : Liban (1,1 million de Syriens), Jordanie (0,6 million), Turquie (1,9 million)… La minorité qui émigre en Europe, se trouve souvent coincée dans ses parties les plus pauvres, au sud et à l'est.

Les fermetures de frontière ne causent pas seulement des tragédies, elles divisent durablement les travailleurs, affaiblissent les syndicats. La plupart des migrants sont des étudiants et des travailleurs salariés, qui se déplacent avec ou sans leur famille. Quand ils passent illégalement les frontières des États-Unis, de l'Union européenne, etc., ils deviennent des sans-papiers qui, outre la peur permanente qui les ronge, sont obligés d'accepter des salaires et des conditions de travail qui fragilisent la classe ouvrière tout entière.

Il faut renouer avec l'internationalisme prolétarien, construire une internationale ouvrière révolutionnaire. Dans toute l'Europe, tous les syndicats de salariés, tous les partis d'origine ouvrière doivent exiger :

Fermeture des camps de rétention ! Liberté de circulation, d'installation et d'emploi pour tous les travailleurs migrants et leurs familles ! Liberté de circulation et de séjour pour les étudiants qui désirent visiter l'Europe ou s'y former !

Mêmes droits, y compris politiques, pour tous les travailleurs !

Arrêt des bombardements de la Syrie et de l'Irak par les armées américaine, belge, britannique, danoise, française, néerlandaise !

Assez de persécution policière des réfugiés et des Roms ! Abolition des lois xénophobes !

Organisation de la défense conjointe entre travailleurs nationaux et migrants contre la répression policière et les agressions fascistes et racistes !

4 septembre 2015

GKK / Autriche, GMI / France, MaS / Russie